

# **Histoire de la colonisation belge au Congo. Exposé public de Lutte ouvrière Belgique de septembre 2016**

Tous les jours on nous parle des étrangers, des réfugiés qui tentent d'atteindre l'Europe comme d'une menace. Une menace pour notre sécurité carrément quand la presse relayant la plupart des hommes politiques pointe du doigt les musulmans comme cause de tous les maux, et les associent sans cesse aux terroristes. Ou tout au moins une menace pour nos emplois, en parlant de ce qu'ils appellent le « dumping social », c'est-à-dire la concurrence de travailleurs acceptant des salaires plus bas. Comme si le problème de l'insécurité, du chômage et des bas salaires étaient dus à l'existence d'autres travailleurs, d'autres nationalités ou religions... Et pas simplement à la soif de profit du patronat.

L'exposé de ce soir, en racontant l'histoire du Congo depuis sa colonisation par Léopold II, montrera comment le développement du capitalisme en imposant la domination de la bourgeoisie occidentale à toute la planète a uni les travailleurs du monde entier dans une même exploitation, a mis des pays entiers au service de l'enrichissement de cette bourgeoisie.

On comprendra alors comment l'Afrique a pu devenir le continent le plus pauvre du monde et pourquoi des milliers de personnes chaque semaine risquent leur vie pour tenter de passer les barbelés ou pour traverser les mers afin de trouver un sort meilleur en Europe.

**Du capitalisme commercial à la révolution industrielle, les premiers**

## **pillages de l'Afrique**

Le Congo est situé en plein cœur de l'Afrique et est grand comme 80 fois la Belgique, c'est-à-dire que la surface de son territoire équivaut à la surface de l'Europe occidentale. Son histoire, comme celle de l'Afrique toute entière, est étroitement liée à celle de l'Europe, et plus particulièrement de la Belgique. Depuis l'époque du commerce triangulaire, de celui des esclaves, en passant par le colonialisme, jusqu'à nos jours, les rapports entre l'Europe occidentale et l'Afrique ont toujours été des rapports d'exploitation, de pillage et d'oppression.

Et si le temps des colonies est fini aujourd'hui, des événements rappellent bien souvent que l'impérialisme européen est bien présent en Afrique.

L'Afrique a toujours eu des contacts avec les autres continents. Elle est d'ailleurs le berceau de l'humanité. C'est d'Afrique que sont partis les premiers hommes qui ont peuplé la planète.

Au 16<sup>ème</sup> siècle, l'histoire de l'Afrique bascula. Les Européens, le Portugal en tête, pris par la soif de l'or de la noblesse, la recherche des épices et des soieries se lancèrent sur les mers à la recherche d'une nouvelle route pour les Indes. Ils ne se contentèrent pas de contourner l'Afrique, ils y implantèrent aussi des comptoirs commerciaux sur les côtes pour y faire du commerce avec les richesses du continent comme l'ivoire et l'or. Puis après la découverte de l'Amérique en 1492 par Christophe Colomb, ils vinrent y chercher des hommes pour remplacer dans les mines et les plantations d'Amérique, les millions d'Amérindiens décimés par la conquête européenne.

Durant trois siècles, au moins 15 millions d'Africains, jeunes et en bonne santé ont été déportés vers l'Amérique. Cela a provoqué une véritable saignée dans la population africaine. Les esclaves étant achetés à des chefs africains, quand ils n'étaient pas razzés. Les chefs africains se lançaient dans des chasses aux

esclaves qui ont provoqué bien des guerres et des déplacements de population et qui ont fortement affaibli les sociétés agricoles africaines.

Le commerce des esclaves existait déjà en Afrique centrale avant l'arrivée des Européens. Des marchands arabes faisaient de la traite depuis l'Est et jusqu'au Congo. Mais cet esclavage était sans commune mesure avec la traite que les Européens vont développer en Afrique.

### **Fin du 19<sup>ème</sup> siècle : La colonisation de l'Afrique**

Tout l'or et l'argent, toutes les richesses ramenées en Europe par le commerce triangulaire - ce commerce qui unissait l'Europe, l'Afrique et l'Amérique- ont permis un développement considérable des bourgeoisies européennes. Ce sont ces richesses qui leur ont permis d'investir dans l'industrie naissante.

La révolution industrielle amorcée en Angleterre fin du 18<sup>ème</sup> siècle et qui se répand ensuite sur le continent européen va rapidement poser le problème de l'approvisionnement en matières premières pour l'industrie et en débouchés pour les productions industrielles. Et alors que jusque-là les Européens ne s'étaient pas introduits à l'intérieur du continent africain, des explorateurs vont ouvrir la voie aux missionnaires et commerçants européens. La course aux colonies était lancée.

Pour se partager le gâteau africain, les chefs d'Etats européens se sont réunis à Berlin en 1885. On peut dire qu'ils se sont partagé l'Afrique à coups de latte. L'Acte de Berlin issu de cette conférence confia la souveraineté du Congo à Léopold II à titre personnel sous le nom d'Etat indépendant du Congo. Léopold II avait su jouer des rivalités entre les impérialistes français, anglais et allemands pour s'imposer au Congo. Il leur promettait la liberté de commerce et bien sûr de veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence...on verra ce que cela voudra dire en réalité.

## **Création d'une Force publique congolaise (1888)**

La nécessité d'assurer un contrôle effectif de l'immense territoire congolais posait le problème de la création d'une force militaire à demeure. Ce qui s'appela la Force Publique fut créé dès 1888 car Léopold II ne disposait pas d'une armée nationale comme ses concurrents. Il se procura des officiers en Belgique. En ce qui concerne les simples soldats, les agents de Léopold entreprirent de racheter des hommes aux marchands d'esclaves arabes. Officiellement, les agents de Léopold « libéraient » ces esclaves... qui étaient aussitôt enrôlés de force dans son armée. Ces agents de la force publique n'étaient pas payés puisqu'ils devaient rembourser le prix de leur libération.

Bientôt les agents belges se passèrent des intermédiaires arabes, ils recevaient des primes au recrutement qui en firent un nouveau genre de négriers tout simplement. Plus d'un officier de l'armée belge s'enrichit considérablement par ces méthodes. Ce qui ne manque pas d'ironie car une des justifications de Léopold II pour coloniser le Congo était de libérer les Congolais de l'odieux esclavagisme arabe.

Les conditions de détention des « libérés » étaient tellement effroyables que d'après un rapport du juge De Saegher de 1892, les trois quarts des libérés périssaient avant d'arriver là où ils pouvaient être utilisés et ceux qui survivaient étaient complètement privés du moindre réconfort moral. Sans parler de leurs conditions matérielles de vie : logement et nourriture pratiquement inexistantes ». Et quand on sait que, le plus souvent, on emmenait les recrues vers les camps d'instruction militaire enchaînées par le cou, on ne s'étonne pas qu'il y ait eu des révoltes mémorables au sein de la Force publique congolaise en 1895 et en 1897 notamment.

**Des méthodes de recrutement à l'image de leur but : le pillage pur et simple**

Léopold II s'était d'emblée approprié un énorme butin de terres indigènes, déclarées par ses soins... « terres vacantes ». Il partagea ces domaines entre des « compagnies à charte » à qui il accorda des concessions, c'est-à-dire le droit de considérer chacune sa zone comme un État dans l'État, pour l'exploitation des ressources naturelles. Il s'agissait de rafler le maximum d'ivoire, et d'amasser le maximum de caoutchouc sauvage à partir des lianes de la forêt. Mais même pour simplement piller, à cette échelle il faut beaucoup de main-d'œuvre. D'où la mise des villages aux travaux forcés sous couvert d'impôt en nature.

Le système incitait les soldats, les sentinelles, les chefs de villages à se conduire en tortionnaires de leurs frères congolais, chargés de faire respecter des quotas inhumains de livraison de caoutchouc. L'usage de la chicotte (un fouet dont les lanières sont en peau d'hippopotame) était systématique. La vie des Noirs ne comptait pas. Femmes et enfants étaient, au besoin, pris en otages dans des camps, pour forcer la population à produire. Une autre méthode étant, selon les termes d'un rapport de l'époque, « l'expédition militaire, avec capture des chefs, massacre des habitants, mutilation des femmes ou des enfants à pieds ou mains coupés ». Le système devint vite « rentable ». Dès 1894-95, ce fut l'explosion des profits.

Malgré le contrôle exercé par Léopold II sur la presse belge et étrangère, le scandale du « caoutchouc rouge » commença à être dénoncé en Occident dans les premières années 1900. Les méthodes de Léopold II furent l'objet d'une grande campagne de dénonciation. Cela coïncidait, il est vrai, à peu près avec l'époque où le pillage du caoutchouc sauvage commençait à perdre de son intérêt et où l'intérêt pour le Congo se déportait vers l'exploitation des mines ; cela coïncidait aussi avec certains intérêts de concurrents anglais. En tout cas, « le crime du Congo » fut dénoncé par des célébrités littéraires comme Arthur Conan Doyle ou Mark Twain.

En 1908, plutôt que de tout perdre en raison des visées anglaises et américaines de plus en plus concrètes, la cession du Congo de Léopold II à la Belgique fut finalement décidée. Le Congo léopoldien est alors devenu le Congo belge. Léopold II pris soin en cédant le pays d'en brûler toutes les archives et aussi d'en tirer

encore ce qu'il pouvait. L'Etat congolais devait lui offrir 50 millions de francs en témoignage de gratitude, et la Belgique s'engageait à terminer les travaux de prestiges entrepris par Léopold II pour un montant de 45 millions de l'époque. Car si Léopold n'avait pas fait construire une route au Congo, les sentiers étant tracés par les pieds des porteurs, si seulement quelques centaines d'enfants recevaient un enseignement élémentaire de la part des religieux, si le service médical était complètement insuffisant - en 1906, le Congo ne comptait que 27 médecins et un pharmaciens- mais 102 steamers ... Léopold II fit quand même construire quelque chose, le château de Tervuren, le Cinquantenaire, les thermes d'Ostende et il fit rénover le port d'Anvers... Des travaux de prestiges donc, alors qu'en Belgique aussi à l'époque les besoins des travailleurs étaient criants, les enfants allaient travailler pieds nus dans les mines comme aujourd'hui encore en Afrique.

### **Du Congo léopoldien au Congo belge : une continuité sous la coupe du grand capital**

Leopold II a fait sa fortune personnelle en s'appropriant les terres et les richesses du Congo. Il devient le plus grand commerçant d'ivoire et de caoutchouc naturel et s'appropriera une bonne partie des terres minières congolaises, sans compter ses participations dans les entreprises privées. Pour vous donner une idée, rien qu'en ce qui concerne l'ivoire, le Congo de Léopold a vendu entre 1888 et 1904, environ 450.000 défenses qui ont rapporté plus de 73 millions de francs/or. Pour relativiser ces chiffres, Léopold II avait reçu 15 millions de franc/or en héritage et sa liste civile annuelle se montait à un peu plus de 3 millions de francs/or.

Mais derrière Léopold II, il y avait des capitaux, belges bien sûr, et aussi anglais, américains et français. Les richesses du Congo étaient supérieures même à la voracité du seul grand capital belge ; elles furent d'emblée sous l'œil intéressé du grand capital international. Il n'en reste pas moins que, s'il fallait mettre un seul nom sur les principaux bénéficiaires de l'exploitation du Congo, ce serait celui de la Société Générale de Belgique, dont la famille royale était actionnaire.

A côté de l'extraction du cuivre, du cobalt, etc., ce qu'on a appelé la mise en valeur de la colonie, c'étaient aussi les plantations sur les millions d'hectares volés aux paysans congolais. Malgré quelques réformes, l'État belge est loin d'avoir rendu les terres aux communautés paysannes africaines qui avaient été spoliées sous Léopold II. Les expropriations foncières continuèrent même, cette fois au bénéfice de grands groupes capitalistes. Un exemple significatif est celui qui permit en 1911 au groupe anglais Lever de mettre la main sur une superficie de terres, parmi les meilleures, égale au quart de la Belgique.

Dans les villages, on instaura des cultures obligatoires, le riz ou le manioc quelquefois, mais dans de plus grandes régions les Congolais durent cultiver le coton pour le compte de grandes sociétés à des tarifs de misère. Moyennant quoi le Congo devint un grand producteur de coton.

En cas d'insuffisance de livraisons de coton de la part des villages, des peines d'amende ou de prison, comprenant la peine de la chicotte, étaient appliquées. Le système des cultures obligatoires et des sanctions fonctionna jusque à la veille de l'indépendance. La peine de la chicotte ne fut supprimée qu'en 1958 suite aux révoltes.

La paysannerie congolaise a été complètement bouleversée par l'exploitation coloniale, et ce qui a peut-être plus que tout décomposé la vie rurale traditionnelle, ce furent les réquisitions intensives de main-d'œuvre, sous la contrainte, pour le travail dans les mines. Les hommes partaient souvent pour plusieurs années à des centaines de kilomètres. Les villages se vidaient. Les femmes ne voulaient pas avoir d'enfants.

C'est son dépeuplement impressionnant qui a peut-être marqué le plus le Congo depuis les années 1880. On estime qu'entre 1880 et 1920, le système colonial causa la mort de dix millions de personnes, soit la moitié de la population. En même temps les sociétés installées au Congo belge - et en tout premier lieu la Société Générale de Belgique - encaissèrent en bénéfice vingt fois leur capital de départ.

Pour imposer aux populations le transport des produits vers les ports d'exportations, le portage fut légalisé. Il s'agissait d'effectuer tous les transports à dos d'homme ou de femme. Une unité de portage humain était fixée à 25 Kg pour le Katanga et à 35 Kg pour le reste du territoire. Les porteurs étaient logés à la belle étoile. Bien souvent le ravitaillement pris pour la caravane n'impliquait pas celui des porteurs qui étaient réduits à se nourrir sur le pays. Le recours à la force était systématique. Les fonctionnaires étaient autorisés à se servir de la « chicotte », de la prison, des amendes et même à déporter ou à exécuter les récalcitrants. La mortalité des porteurs était telle qu'à la fin, les chefs ne pouvaient plus fournir que des enfants de 14 ou 15 ans et qu'il fallut réduire les charges à 15 Kg. Ce qui fut une des raisons pour construire le chemin de fer.

Le capitalisme a été féroce sur toute la planète, à commencer par les pays où il a grandi. En Europe, l'industrialisation s'est produite avec l'expropriation des paysans, la misère croissante des masses, l'exploitation des enfants dans les usines. En Angleterre, il fallut enfermer les pauvres dans les workhouses pour les contraindre à venir s'épuiser dans les fabriques. Cependant, cette même exploitation capitaliste, en révolutionnant les forces productives, a aussi donné à l'humanité une emprise sur la nature qu'aucune société n'avait avant elle. En Europe, le capitalisme apporta le progrès avec les usines, les engins de chantiers, les transports modernes, l'eau courante, l'éclairage public... Et il a provoqué une véritable révolution sociale, il a débarrassé la société des structures féodales, a donné naissance à une nouvelle société.

Mais pas en Afrique. Non, l'Afrique a été conquise à une époque où le capitalisme n'avait même plus cette capacité. Il était devenu impérialiste, parasitaire. La colonisation de l'Afrique visait avant tout à en extraire les richesses. Jusqu'en 1914, la part la plus importante des exportations d'Afrique noire et du Congo se composa de produits de la cueillette. La cueillette ! Cela signifiait qu'on pillait sans rien construire, sans développer le moindre moyen de production. Et cela alors que la révolution industrielle avait transformé l'Europe et l'Amérique du Nord !

Le credo des puissances impérialistes était de dire que les colonies ne devaient

rien coûter. Et ce fut aussi le credo de Léopold II puis de l'Etat belge.

Même dans des domaines où on pouvait penser que des pays riches européens apporteraient un progrès, comme l'enseignement, il n'en fut rien. En guise d'enseignement, les populations furent laissées aux mains des missionnaires. Tout l'enseignement au Congo était confié à des missions catholiques. Cet enseignement était limité au niveau primaire et se faisait dans la langue locale, pas en français. Il était destiné à former des employés subalternes. La formation de prêtre était la seule éducation secondaire possible pour les Noirs. Et il n'est donc pas étonnant qu'à l'indépendance, en 1960, il n'y avait pas un seul Congolais médecin, vétérinaire ou ingénieur, mais des centaines de prêtres congolais et même un évêque.

Au Congo belge, les missionnaires avaient pris l'habitude d'exploiter le travail d'enfants orphelins ou enlevés à leurs parents dans ce qu'ils appelaient les fermes chapelles. Sans compter que 80% de leurs recrues étaient destinés à la Force publique. Comment s'étonner, alors, que nombre de légendes circulèrent au Congo représentant les Blancs comme des voleurs ou des mangeurs d'enfants ?

## **Première guerre mondiale et apogée du colonialisme**

Quand la première guerre mondiale arriva, les Congolais y furent entraînés par le colonisateur belge. Le gouvernement belge décida d'envoyer les troupes congolaises soutenir les troupes anglaises. Les impérialistes anglais et belges étant unis pour s'opposer aux visées expansionnistes de l'impérialisme allemand en Afrique.

La Force publique congolaise comptait alors 15 000 hommes mal équipés, ce qui était insuffisant pour lutter contre l'armée allemande. Un terrible recrutement de « volontaire » fut alors organisé. Et c'est de nouveau au niveau du portage que le peuple congolais paya le plus dur tribut à cette guerre en acheminant des dizaines de milliers de charges sur des distances moyennes de 500 Km. On parle

de 200.000 porteurs recrutés alors par la Force publique.

40 000 morts congolais ont été recensés dans les troupes. Et les civils payèrent aussi durement cette guerre, la production des matières premières étant poussée au maximum. On en revient à l'impôt forcé en caoutchouc. Des cultures obligatoires furent imposées dans un but « éducatif » mais aussi avec l'obligation de ravitailler les troupes alliées. La culture du riz et du coton furent implantées. Alors qu'en 1913, le Congo importait 4 200 tonnes de riz, en 1916 il en exporta plus de 1 000 tonnes uniquement destinées aux armées.

Toute la production du Congo ainsi que celle des autres colonies visait à satisfaire les besoins impérialistes, et non les besoins des populations. On imposa aux colonies des cultures d'exportation, sous la forme de monoculture. Pour y parvenir, on imposa le paiement d'un impôt par tête. Ce qui obligea les paysans à cultiver ce qui rapportait de l'argent. Les quantités de produits exportés augmentaient par extension des terres utilisées, et non grâce à l'amélioration des rendements. En parallèle à l'accroissement des monocultures, les cultures vivrières furent délaissées, ce qui provoqua des famines.

Tout cela permet de comprendre que de nombreuses révoltes aient éclaté dès la guerre finie. Ces révoltes ont duré des années et ce n'est qu'en 1926 que le Gouverneur général au Congo pourra déclarer : plus d'intervention militaire.

Après le caoutchouc, le Congo belge avait révélé d'autres trésors : zinc, cuivre, diamants industriels. Le Katanga, une des régions du monde les plus riches en minerais, devint le fief de la Société Générale de Belgique, à travers l'Union Minière du Haut-Katanga et la Forminière. En 1934, la Société Générale de Belgique contrôlait 60 % du capital investi au Congo. Partout, les entreprises occidentales détenaient le monopole de l'extraction. Les minerais partaient vers les métropoles, où étaient installées les industries de transformation. À part quelques infrastructures pour exporter, toutes les industries de transformation étaient proscrites dans les colonies, pour ne pas concurrencer celles de la métropole. Le cuivre congolais par exemple était raffiné à l'usine Métallurgie

Hoboken Overpelt (sous Mobutu, le raffinage s'y faisait à un prix de 30% supérieur à la moyenne). La colonisation engendrait une dépendance et une domination économiques totales.

L'exploitation des richesses du Congo permit de sauver la mise aux capitalistes belges pendant la crise de 1929 et pendant la deuxième guerre mondiale. Le Congo était devenu un des grands fournisseurs des Alliés en matières premières essentielles. Les mines fonctionnèrent à plein rendement. Et c'est l'Union minière du Haut Katanga qui fournit aux Américains l'uranium pour fabriquer la bombe atomique.

L'intensification de la production eut comme contrecoup un certain nombre de grèves et une véritable crise sociale en 1944-1945, avec des mutineries au sein de la Force Publique, des émeutes et des soulèvements dans les campagnes.

Pendant la période d'accalmie d'une dizaine d'années qui suivit, on parla à propos du Congo belge, plus que jamais, d'un « essor économique » inusité en Afrique. Mais rien ne semblait devoir changer dans la surexploitation des masses travailleuses. En 1952 encore, on a recensé 20 000 condamnations, à des amendes mais aussi à des peines de prison, pour des « infractions » liées au système des cultures obligatoires.

Au Congo, comme dans toute l'Afrique, la colonisation a eu comme conséquence que toutes les richesses tirées du continent ont été accumulées en Occident, dans les mains des bourgeoisies des métropoles. L'économie des pays africains n'est pas « en retard », non : dans le cadre de la domination impérialiste elle est irrémédiablement déformée.

L'Afrique connut tous les dégâts du capitalisme, sans en voir le moindre progrès. Dans les domaines sociaux, le bilan de la colonisation n'a jamais été glorieux. La « mission civilisatrice » n'a bien sûr été qu'une mystification.

En 1950, d'après l'UNESCO, les taux de scolarisation dans le primaire étaient de 21 % dans les colonies anglaises, 10 % dans les colonies françaises, et si ce taux représentait 50% au Congo belge où près d'un million d'enfants suivaient cet enseignement, le taux d'échec y était tellement élevé qu'on ne peut pas vraiment parler de scolarisation. Et surtout moins de 23.000 élèves suivaient un enseignement dit post primaire de deux ou trois ans et 37 000 étaient dans le secondaire proprement dit. Quant à l'université, s'il en existait bien une, Lovanium, en 1954 elle accueillait ses 28 premiers étudiants noirs (404 étaient dans les grands séminaires). En 1960, l'immense Congo comptait en tout et pour tout 17 diplômés !

Et l'infrastructure médicale est restée insuffisante durant toute la période coloniale. En 1954, il n'y avait que 643 médecins pour 12,5 millions d'habitants au Congo contre 8000 pour 9 millions d'habitants en Belgique.

La colonisation n'a même pas débarrassé les sociétés africaines de leurs aspects les plus archaïques. Au contraire même, le pouvoir de certains chefs traditionnels a été cautionné par l'administration coloniale. Les traditions révoltantes envers les femmes, comme l'excision, n'ont pas été combattues. Quant aux différences ethniques, elles ont bien souvent été utilisées et transformées en oppositions, voire en haines. Les populations africaines en payent toujours aujourd'hui le prix.

## **Les années 50 : des changements en profondeur**

Si l'histoire coloniale est parsemée de révoltes, c'est dans les années 1950 que les changements vont conduire à l'explosion.

La résistance populaire avait souvent pris des formes religieuses qui parlaient d'émancipation et de régénération des peuples d'Afrique par eux-mêmes. Les sectes de nature messianique et anti-européenne proliférèrent particulièrement à la fin de la guerre, y compris au sein de l'armée et de la police.

Parallèlement, la classe ouvrière grossissait. Le prolétariat avait augmenté y compris dans les villes, et plus seulement dans les zones minières.

Enfin, l'urbanisation s'était accélérée à partir de la deuxième guerre mondiale, particulièrement entre 1950 et 1955, alimentée par l'exode rural, et notamment dans la province de Léopoldville, la capitale du pays rebaptisée depuis Kinshasa.

Un facteur achevait de tendre la situation : la discrimination raciale généralisée. L'administration belge avait en effet instauré la séparation des races dans l'habitat urbain : il y avait une partie de la ville faite de belles maisons entourées de jardins pour les Blancs, et des cités indigènes constituées de longues bâtisses pour les Noirs. La ségrégation était aussi de mise dans les transports en commun. Les Noirs n'étaient pas admis dans les locaux des Blancs (bars, restaurants, cinémas, piscines). Il existait un système de passeport intérieur, dans le but notamment de fixer la main-d'œuvre : tout indigène voulant quitter son district de domicile devait demander une permission spéciale à l'État. Et le racisme sévissait partout.

Vers la fin des années 50, lorsque le mouvement de décolonisation atteignit l'Afrique, les ressentiments allaient s'envenimer et prendre une tournure nouvelle au sein de ce qu'il est convenu d'appeler « l'élite ». Un petit nombre de Congolais, salariés subalternes, dépendant de l'administration et des trusts, vivant généralement dans les villes, relativement instruits, et qui en tout cas se distinguaient des masses populaires avaient un statut à part. Pour obtenir ce statut, nommé officiellement « évolué » (ce qui montre bien le mépris de l'administration coloniale pour les Africains), les Congolais qui savaient lire et écrire devaient subir une inspection de leur mode de vie. Se servir d'un appareil électroménager, utiliser un couteau et une fourchette étaient des critères de civilisation pour l'administration belge...

Il n'y avait pas de formations politiques au sein de cette minorité, seulement quelques associations d'anciens élèves des écoles chrétiennes ou de fonctionnaires et d'employés. Et cette fraction de la petite bourgeoisie congolaise

réclamait l'égalité réelle. En 1958, il n'y avait qu'une infime poignée d'« immatriculés » pour tout le Congo. Imatriculés au registre de la population civilisée ! Patrice Lumumba, jeune postier, président de l'Association des évolués de Stanleyville, en faisait partie.

De toute façon, ce statut n'avait aucun contenu réel. 24 000 fonctionnaires et employés belges touchaient une masse globale de salaires équivalente à celle de plus d'un million de salariés congolais.

L'opposition systématique des colons belges à tout changement finit par radicaliser les premiers nationalistes.

En 1956, la Belgique proposa un plan prévoyant l'indépendance... trente ans plus tard. Les Congolais n'étaient pas disposés à attendre.

### **1958-1959 : les dirigeants impérialistes belges pris de vitesse**

En 1958, trois événements extérieurs contribuèrent à accélérer les événements : pendant l'été, l'Exposition universelle de Bruxelles fournit l'occasion, pour des employés venus des six provinces du Congo, de se rencontrer et tout simplement de faire connaissance entre eux ainsi qu'avec d'autres Africains. Jusque-là pratiquement aucun congolais n'avait eu l'autorisation de se rendre en Europe.

Le 24 août 1958, le discours du général de Gaulle à Brazzaville, annonçant aux colonies françaises d'Afrique noire « l'indépendance, quiconque la voudra pourra la prendre aussitôt », eut un grand retentissement de l'autre côté du fleuve, à Léopoldville où on écoutait et commentait aussi les émissions de radio en provenance du Caire et du Ghana.

Le Ghana avait obtenu son indépendance l'année précédente, et, en décembre,

une grande conférence pan-africaine fut réunie à Accra, sa capitale, d'où trois délégués congolais, parmi lesquels Patrice Lumumba, revinrent enthousiasmés. C'est dans cette période que Lumumba constitua le Mouvement National Congolais, ou MNC, se donnant pour but de « *mettre tout en œuvre pour libérer le Congo de l'emprise du colonialisme impérialiste, en vue d'obtenir, dans un délai raisonnable et par voie de négociations pacifiques, l'indépendance du pays* ». Il s'agissait donc, cette fois, d'un mouvement politique qui n'était pas à base ethnique et qui se voulait à l'échelle du pays entier.

A son retour d'Accra, Lumumba annonçant les objectifs du MNC fut acclamé, et les Belges conspués, lors d'un meeting qui rassembla plusieurs milliers de Congolais et qui était le premier meeting de ce genre dans l'histoire du Congo.

L'émeute qui se déclencha le 4 janvier 1959 à Léopoldville fut une explosion des couches populaires les plus opprimées qui, à la suite d'une brimade presque anodine dans le contexte, se déchaînèrent pendant plusieurs jours contre les commerçants-usuriers grecs et portugais de la cité indigène puis contre tout ce qui pouvait symboliser la présence européenne. Le chômage avait beaucoup augmenté les derniers temps et c'était surtout la population des manœuvres bakongo qui était touchée et qui participa aux émeutes.

La répression ne se fit pas attendre. Dans la ville européenne, des groupes d'Européens s'étaient armés, ils collaborèrent avec la Force Publique dont les blindés étaient précédés d'une grande banderole portant « Attention, on va tirer », ce qu'ils firent, à la mitrailleuse, à la grenade et au mortier...

Huit jours avant ces émeutes, un témoin avait remarqué : « *le slogan d'indépendance ne touchait que des milieux restreints d'évolués, il y a quelques semaines encore, mais aujourd'hui, il est répandu dans la masse, à Léopoldville* ».

**Une indépendance politique que les dirigeants belges n'avaient pas préparée... et qui excitait les convoitises impérialistes concurrentes**

Les responsables belges n'avaient pas préparé une décolonisation, décidée en fin de compte à la hâte sous la pression des circonstances. Et les richesses du Congo étant immenses, avec l'indépendance, le « gâteau congolais » allait aiguïser les convoitises.

L'indépendance du Congo fut décrétée le 30 juin 1960. Les discours prononcés lors de la cérémonie d'indépendance reflètent bien l'état d'esprit de l'époque. Le jeune roi Baudouin se fendit d'un discours vantant les mérites de Léopold II et de la colonisation belge qui avait donné « les meilleurs de ses fils » au Congo. Le discours de Lumumba qui suivit dénonçait quant à lui l'oppression coloniale et appelait les Congolais à montrer au monde « ce que l'homme noir peut faire quand il travaille dans la liberté ». Son discours valut à Lumumba la colère du roi belge et de ses acolytes mais surtout la popularité et le soutien des masses congolaises.

L'Etat congolais qui venait de naître avait Lumumba comme Premier ministre, du moins pendant deux mois... et il naissait déjà dans les difficultés. Car si l'Etat belge n'avait pas formé une caste dirigeante à sa solde, il s'était arrangé pour rédiger une constitution donnant à la foi du pouvoir au gouvernement central et aux régions, une manière d'encourager les problèmes de concurrences régionalistes.

De plus, l'Etat belge avait vidé les caisses de l'Etat congolais, en rapatriant en Belgique le portefeuille congolais composé d'actions dans les plus grandes entreprises du pays. L'Etat congolais à peine né, naissait ainsi fortement endetté et n'avait pas un franc en caisse pour payer ses ministres et ses fonctionnaires. De plus, l'Etat belge avait pris soin de faire passer toutes les entreprises congolaises sous le droit belge et celles-ci avaient rapatriés leurs capitaux et leur siège social en Belgique.

Le passage à l'indépendance se traduisit par une véritable dislocation du pays. La couche potentiellement dirigeante se fragmenta avant même que l'indépendance fût officiellement reconnue. Les uns visant le pouvoir à la tête du nouvel État

indépendant, d'autres cherchant à se tailler des fiefs en jouant sur les appartenances ethniques, avec pour ambition de transformer leurs fiefs en États indépendants.

Ces ambitions rivales, à peine esquissées, ont été aiguisées, portées au paroxysme par la rivalité entre puissances impérialistes. L'indépendance du Congo n'était encore qu'annoncée que les services secrets des grandes puissances impérialistes qui avaient des visées sur le Congo grouillaient déjà et qu'à côté des paras belges, on voyait arriver les mercenaires.

Certes, toutes les puissances occidentales concernées, la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne et évidemment la Belgique, étaient en accord pour tenter d'écarter le spectre d'une évolution radicale, susceptible de se propager aux pays voisins, en cette période tumultueuse de décolonisation et de montée du « tiers-mondisme ».

Toutes étaient aussi en accord, en cette période de guerre froide, pour ne pas permettre à l'Union soviétique de prendre pied dans cette zone stratégique. L'« anticommunisme » était alors le maître-mot pour sélectionner les futurs dirigeants.

Mais, à part cela, c'était du « chacun pour soi », chaque puissance impérialiste cherchant à fabriquer des leaders congolais, au service du monde occidental certes, mais tout autant au service qui des intérêts belges, qui des intérêts français, qui des intérêts américains.

Le peuple congolais a payé par plusieurs années d'anarchie sanglante la rivalité entre puissances impérialistes, voire entre trusts concurrents, dont les conflits feutrés étaient relayés sur le terrain par des pantins à leur service ou qui rêvaient de l'être.

Une révolte des soldats de l'armée congolaise contre les officiers, tous blancs, donna le signal d'une véritable explosion de colère. Les fonctionnaires et les colons belges prirent la fuite. L'État se retrouvait sans administration, sans prise sur les événements. Alors, pendant plusieurs années, ce fut un véritable chaos.

La Belgique était incapable de maîtriser la situation dans ce vaste ensemble qui constituait le Congo. Assurer la continuité politique pour défendre ses intérêts impérialistes par la suite était au-dessus de ses forces. Aussi chercha-t-elle à sauvegarder ses intérêts essentiels. C'est pour cela que le trust belge Union Minière orchestra en sous-main la sécession du riche Katanga. Les capitalistes belges, mais aussi les gouvernements belge, anglais et français pensaient préserver leur pillage des ressources minières par le découpage du pays.

Mais l'impérialisme américain ne les laissa pas se constituer ainsi de nouvelles chasses gardées. Sous couvert de l'ONU, une force armée fut reconstruite autour de Mobutu. Et ce dernier, aux ordres des impérialistes américains et belges, fit assassiner Lumumba en le livrant à ses ennemis du Katanga. Lumumba fut donc assassiné par une force armée dirigée par la Belgique avec l'aide de la CIA, et ce sont des soldats belges qui furent chargés de faire disparaître sa dépouille.

En 1965, sous protection américaine, Mobutu finit par prendre le pouvoir et rétablir l'unité du pays. Qu'il renomma Zaïre. Une des pires dictatures d'Afrique vit alors le jour. Mobutu avait le soutien américain, bien sûr, mais aussi celui de la Belgique et de la France. Plus d'une fois, les armées française et belge intervinrent pour le sauver de rébellions. Toutes ces années se soldèrent par la décomposition de l'économie dans le pays, au profit de Mobutu, de la clique qui l'entourait... et surtout de l'impérialisme.

**La décolonisation n'empêche pas les puissances impérialistes de continuer à dominer complètement l'économie de l'Afrique**

La décolonisation, les indépendances, n'ont rien changé à ce mécanisme

économique puissant, à cette immense pompe qui continue à vider le Congo comme l'Afrique toute entière de leur sang. Le seul changement, c'est qu'elle arrose au passage une petite couche de privilégiés autochtones, qui bénéficient des miettes de l'exploitation de leurs peuples pour vivre en copiant la bourgeoisie occidentale. Seuls se sont modifiés les voies et les moyens du pillage.

Si l'Union minière fut nationalisée par Mobutu en 1966 et devint la Gécamines, ses liens avec la Société Générale de Belgique n'ont pas été rompus. En effet la gestion de la Gécamines, société d'État congolais donc, revint à une filiale de la Société Générale de Belgique.

### **Une autre étape dans le pillage de l'Afrique : son pillage par la dette**

Et quand au début des années 1970, le capitalisme mondial entra dans la crise dont il n'est pas encore sorti aujourd'hui, une nouvelle étape dans le pillage de l'Afrique commença : son pillage par la dette. Dans un premier temps, l'augmentation brutale des prix du pétrole par les grands trusts pétroliers avait gonflé brusquement les disponibilités en liquide des grands trusts et des grandes banques. Plutôt que d'investir dans la production, mieux valait prêter aux États, seules institutions qui semblaient capables de rembourser leurs dettes, fût-ce en écrasant davantage les couches populaires de leurs pays.

Avec l'argent ainsi prêté, les dictateurs d'Afrique sont devenus une clientèle de choix pour les marchands d'armes, mais pas seulement. D'autres placements avaient des objectifs pseudo industriels. Beaucoup ont abouti à des échecs patents. Ce sont ce qu'on appelle les « éléphants blancs » : des constructions ruineuses et inutiles - comme par exemple au Zaïre, le barrage d'Inga, dans les années 1970, qui ne fonctionna qu'en partie, ou une aciérie, alors que le Zaïre, ne possédait pas de fer, et devait acheter à l'Italie de la ferraille, au double du prix de la fonte.

Les prêts ont rapporté à tout le monde sauf aux travailleurs, qui en ont fait les

frais. Les banques gagnèrent des sommes escroquées avec des taux usuraires. Ces prêts rapportaient aussi aux dirigeants africains, qui pouvaient se servir au passage. Toutes ces réalisations ont surtout enrichi les trusts du bâtiment.

Dans tous les cas, la paysannerie a été le parent pauvre. L'agriculture a été délaissée. Aujourd'hui, l'Afrique est le continent le moins irrigué du monde. De nombreux pays, qui arrivaient à nourrir à peu près leur population, se voient désormais obligés d'importer des produits alimentaires en quantité grandissante.

Au début des années 1980, la plupart des États africains se trouvaient ruinés - qu'on comprenne bien : les caisses de l'État, pas les chefs d'État, qui avaient pris soin de placer leur fortune personnelle ailleurs. Ce n'est pas pour rien que Mobutu, comptait parmi les dix hommes les plus riches de la planète.

Ainsi il fallait rembourser une dette se gonflant inexorablement, et c'est évidemment aux peuples qu'on fait payer le remboursement avec les intérêts d'emprunts dont ils ne sont ni responsables, ni bénéficiaires.

Les organisations de finance internationales - celles-là mêmes qui avaient encouragé les prêts dans la période précédente - s'abattirent alors sur ces pays. Sous prétexte d'assainir les comptes, elles imposèrent aux États des politiques d'économies insoutenables. Ce sont les fameux « plans d'ajustement structurel ».

### **Les guerres, éléments du pillage impérialiste**

Au Congo, jusqu'au début des années nonante, la dictature militaire de Mobutu avait pu compter sur un soutien sans faille et sur l'armement fourni par les États-Unis, la France et la Belgique, en contrepartie de sa complicité dans l'exploitation des richesses du pays. Mais les excès et surtout l'usure du régime commençaient à poser le problème de sa succession. L'occasion de son remplacement se présenta en octobre 1996 avec le soulèvement des Banyamulenge, ethnie

apparentée aux Tutsis du Rwanda, dans l'est du pays.

Entre 1996 et 2003, la guerre qui se déroula au Congo fit plus de trois millions de morts. Cette guerre trouvait son origine dans les événements de 1994 qui secouèrent le Rwanda, petit État voisin du Congo. Le génocide et la guerre que connut le Rwanda en 94 entraînèrent l'afflux de centaines de milliers de réfugiés rwandais au Congo et cela contribua à déstabiliser l'ensemble de la région.

Opposant de longue date à Mobutu, Laurent-Désiré Kabila avait profité de la faiblesse du pouvoir central congolais pour se tailler un fief dans le riche Kivu. En se portant à la tête du soulèvement en 1996 au nom de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), il put disposer de l'appareil militaire qui jusque-là lui avait fait défaut pour asseoir ses ambitions. D'autant que les rebelles bénéficiaient du soutien actif de l'impérialisme américain. Via les armées ougandaise et rwandaise engagées aux côtés de l'AFDL, les États-Unis approvisionnaient les troupes de Kabila en armes et munitions. En sept mois, Laurent-Désiré Kabila balaya les derniers vestiges du régime de Mobutu.

Et si la guerre fut officiellement terminée en 2002 avec l'évacuation des armées étrangères, en dehors de la capitale et des régions avoisinantes, le Congo restait toujours la proie des chefs de bandes armées qui, par-delà leurs alliances ou leurs rivalités du moment, ont en commun de vivre du pillage des fiefs qu'ils contrôlent avec la complicité des groupes industriels. De plus, certaines régions sont encore confrontées à l'anarchie sanglante des conflits ethniques que les protagonistes ont propagés et exacerbés pour servir leurs intérêts politiques et leurs trafics. Et ce n'est toujours pas fini aujourd'hui. Dans ces conflits, les femmes et les enfants sont les premières victimes et le viol est utilisé comme arme de guerre par les différentes bandes armées qui tentent de s'imposer

Le fait que les massacres ont touché et touchent toujours des régions dont le sous-sol regorge de richesses (or, diamant, minerais précieux comme le coltan, pétrole...) n'est évidemment pas un hasard.

Les groupes miniers américains, canadiens, anglais et sud-africains, qui convoitaient les ressources du Congo, n'avaient pas attendu la chute de Mobutu pour faire valoir leurs intérêts. Pour financer leur guerre, les armées de l'AFDL et leurs alliés avaient besoin d'argent. Les trusts profitèrent de la situation pour signer aux meilleures conditions des contrats pour l'exploitation de l'or, du diamant, du cuivre, de l'étain et des minerais précieux comme le cobalt, l'uranium, le niobium, la cassitérite et bien d'autres....

## **Le Congo livré à la rapacité des bandes armées**

Dans ce conflit et ceux qui continuent depuis, chacun des États protagonistes poursuivait ses propres objectifs. En occupant militairement et durablement un vaste territoire s'étendant au nord, à l'est et au sud du Congo, l'Ouganda, le Rwanda et dans une moindre mesure le Burundi se créaient des voies d'accès à d'importantes ressources (bois précieux, productions agricoles, ivoire, or, diamants) et surtout à des gisements de matières premières stratégiques comme le coltan et la cassitérite.

Le pillage des ressources du Congo était devenu un fait tellement patent qu'en 2000, l'ONU mit sur pied un groupe d'experts chargé d'enquêter sur les filières et les bénéficiaires de ces trafics.

En ce qui concerne les « diamants de sang », le document de l'ONU dénonçait les multinationales comme le géant sud-africain De Beers qui, tout en prétendant s'interdire de commercialiser des « pierres de conflit », ferment les yeux quant à la provenance de leurs approvisionnements. Deux sociétés belges, Sierra Gem Diamonds et Triple A Diamonds, étaient également citées. Ces sociétés, qui ont pignon sur rue à Anvers, centre mondial pour le négoce des diamants bruts, appartiennent à de riches familles libanaises qui se fournissent en rachetant des pierres directement au Congo, sans trop poser de questions quant à leur origine. Des diamantaires israéliens sont également sur la sellette, notamment le neveu du fondateur de la Bourse de Tel-Aviv, un certain Dan Gertier. En 2000, sa société, IDI Diamonds, avait obtenu de Laurent-Désiré Kabila l'exclusivité de la

vente et des exportations de diamants congolais.

Un précédent rapport dénonçait également la contrebande de minerais rares, relevant que ces trafics ne pouvaient exister sans la complicité de certaines sociétés ou multinationales. Ce rapport estimait notamment qu'entre novembre 1998 et avril 1999, 2 000 à 3 000 tonnes de cassitérite et 1 000 à 1 500 tonnes de coltan furent prélevées dans la région du Kivu par les Rwandais et transportées avec « la complicité passive » de la Sabena et d'une filiale du groupe français Bolloré, spécialisée dans le transport.

Ces faits n'ont en réalité rien d'étonnant. Les capitalistes savent s'adapter à toutes les situations pour perpétuer leurs pillages. Ils peuvent même trouver leur compte dans les guerres et les conflits qui ensanglantent le Congo comme le reste de la planète. Ils savent manipuler les petits roitelets locaux comme les seigneurs de guerre, quand ils n'embauchent pas directement des mercenaires pour faire le sale travail, afin de s'assurer aux meilleures conditions un accès aux matières premières, et qu'en dépit des massacres, leurs affaires continuent à prospérer.

Et quand un dirigeant ne leur paraît plus aussi docile ou serviable, ils savent s'en débarrasser.

Ne se révélant pas un agent aussi docile que le souhaitait l'impérialisme américain pour succéder à Mobutu, en 2000, Laurent-Désiré Kabila devint la cible à abattre. Le 16 janvier 2001, il fut assassiné par un membre de sa garde rapprochée. Sollicité par les alliés de son défunt père, Joseph Kabila rentra précipitamment au Congo pour lui succéder à la tête du gouvernement. Ou il est toujours aujourd'hui.

### **Un système infâme dans son ensemble**

Dans la guerre de 1996 à 2002, c'est tout le pays que les exactions des bandes

armées, alliées ou rivales du gouvernement, d'origine congolaise ou étrangères, ont rejeté des décennies en arrière. Et il n'y a pas que les balles et les machettes qui tuent : la faim, l'absence de soins, les maladies font également des ravages. Pour illustrer ce drame, dans son ouvrage intitulé Les nouveaux prédateurs, la journaliste Colette Braeckman cite notamment le témoignage d'un prêtre auquel ses paroissiens ont demandé de faire des cérémonies la nuit car la plupart n'ont même plus de quoi se vêtir !

Aujourd'hui malgré ses richesses inestimables en minerais, le Congo est un des pays les plus pauvres du monde. D'après le FMI, huit Congolais sur dix vivent avec moins d'1,25 dollar par jour. Ce qui est beaucoup moins bien que la plupart des pays de la région. Et il est de notoriété publique que, à l'échelle du continent africain, la production industrielle, voire la production des matières premières, ne progresse plus mais régresse. Et que le niveau de vie des populations régresse terriblement.

Et la dette continue à faire son œuvre. Même le Congo, un des pays les plus riches du monde en matières premières, notamment en métaux rares, est un des États les plus endettés au monde. Il est bien difficile de savoir ce qui rapporte le plus : les intérêts et les services de la dette, ou les mines de cobalt, de tungstène ou de diamant ? Mais de toute façon, les deux aboutissent dans les mêmes coffres-forts des grands groupes capitalistes occidentaux. Et c'est pour assurer ces sources de profit pour les trusts que l'on fait payer dix fois, cent fois plus aux peuples, en sueur et en sang.

À bien des égards, le Congo résume l'évolution de l'ensemble de l'Afrique noire au cours des dernières années. Si les guerres internes, aussi stériles qu'interminables, sont une véritable catastrophe pour la population déjà pauvre, si cette dernière doit verser un tribut considérable aux bandes armées rivales, les groupes impérialistes, eux, ont trouvé les moyens de continuer le pillage de ces pays, voire de le porter à une échelle plus grande qu'auparavant.

La décomposition des appareils d'État n'a pas que des inconvénients pour le bon

déroulement de ce pillage. A certains égards, au contraire : les trusts n'ont même plus besoin de composer avec le pouvoir central ni de corrompre ses différents échelons ! Il leur suffit d'acheter le chef de la bande armée qui contrôle la région pour la transformer en milice privée qui peut se permettre toutes les exactions qu'elle veut vis-à-vis de la population locale, à condition que la matière première convoitée continue, via des intermédiaires et des sociétés écrans, d'affluer vers les grands trusts qui ont pignon sur rue dans les grandes démocraties occidentales. C'est une forme particulièrement barbare de la domination impérialiste sur la planète, mais elle en est partie intégrante.

La barbarie qui envahit toute une partie de l'Afrique, avec ses aspects les plus abjects au Congo, n'est pas une survivance des guerres tribales d'antan ni des mœurs héritées d'un passé lointain. Cette barbarie-là est celle du capitalisme et de l'économie du profit. Et son cœur, ses centres nerveux ne se trouvent pas au fin fond des forêts d'Ituri, mais dans les conseils d'administration des grands trusts à New York, à Paris, Londres ou Bruxelles.

Alors, oui, c'est un système infâme dans son ensemble. Et les impérialistes belges, français, américain qui jouent encore le jeu démocratique chez eux, ont les pieds qui pataugent dans le sang en Afrique.

Alors, bien des courants, bien des hommes, dénoncent tel ou tel aspect de ce système, y compris parmi ses serviteurs. Mais c'est le système lui-même qui, depuis longtemps, mérite de mourir. Et il mourra inévitablement lorsque le prolétariat international, seule force capable de le détruire, aura renoué avec les tâches et les perspectives historiques qui sont les siennes.

Alors, non ! L'Afrique n'est pas « sous-développée ». Non, elle n'est pas « mal partie ». Non, elle n'est pas victime de ses propres dirigeants corrompus ni d'on ne sait quelle « malédiction » ! Après plus de 300 ans de pillage et d'esclavage, après 60 ans de colonialisme et autant de néocolonialisme, l'économie africaine est totalement orientée en fonction des intérêts impérialistes.

Pour y échapper, l'implantation de pompes à eau ne suffira pas tant que l'Afrique restera le terrain de chasse de la bourgeoisie planétaire. Les travailleurs africains présents parmi nous, sont bien chez eux. Leurs exploiters sont aussi les nôtres.

Il n'y a qu'ensemble que nous pourrons construire une planète sans exploitation et sans misère dans laquelle l'Afrique aura toute sa part. Alors oui, les immigrés africains comme tous les autres immigrés d'ailleurs vivent ici, ils travaillent ici, ils sont ici chez eux. Ce sont nos camarades !

---

## **Parti du Travail de Belgique : sondages et perspectives**

Alors qu'il grimpe dans les sondages électoraux et qu'il recrute largement, le Parti du Travail de Belgique (PTB, PVDA en Flandre) est confronté à la tendance naturelle d'évoluer vers un parti réformiste.

Depuis les élections communales de 2012 où il est passé de 15 à 52 élus dont 31 conseillers communaux, 17 élus de districts à Anvers et 4 conseillers provinciaux, le PTB ne fait que monter dans les sondages pour les prochaines élections communales, régionales et législatives de 2018-2019.

En 2014, le PTB a obtenu deux élus au Parlement fédéral, deux au Parlement wallon et quatre au Parlement de la Région Bruxelloise. Depuis, de sondage en sondage, les intentions de votes sont en hausse pour le PTB, aussi bien en Wallonie où il est crédité de plus de 20 % des voix, qu'à Bruxelles où il atteindrait 12% et même en Flandre où il dépasserait maintenant 5%. Beaucoup de sondés déclarent souhaiter que le PTB participe au gouvernement.

**Le tournant de 2008 vers un parti « ouvert »**

Le PTB s'est créé en 1979 dans la foulée du mouvement étudiant des années 68 en Flandre, sur des bases maoïstes et stalinienne. Pendant des années, il ne recueillait que 1 à 2 % des suffrages aux élections.

Mais en 2003, explique Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB à l'hebdomadaire Le Vif/L'Express du 13/12/2012 : « ... on a perdu la moitié de nos voix, alors qu'on avait fait campagne comme jamais auparavant. Cet échec a été un électrochoc. On s'est dit : il y a un truc qui cloche, on milite depuis plus de vingt ans, et même dans les bastions industriels, on reste bloqué à 1 ou 2 %. Cela a entraîné des débats assez durs à l'intérieur du parti. Certains ont dit : ça suffit avec ces revendications maximalistes, cette approche provocatrice, cette incapacité à travailler avec les syndicats et les autres partis de gauche ! En fin de compte, cela a provoqué le départ de 3 des 8 membres du bureau national (...) dont la secrétaire générale du PTB à l'époque, Nadine Rosa-Rosso. »

Le congrès de 2008 qui a suivi s'est donné comme orientation : « Un parti de principes » avec une « colonne vertébrale », « un parti souple », « un parti de travailleurs ». Son congrès de 2015 a confirmé cette ligne.

En 2008 la direction, « renouvelée » et « rajeunie », a demandé à ses militants d'abandonner leur ancien dogmatisme et sectarisme pour s'ouvrir largement.

Dans le même temps le discrédit des partis socialistes s'accroissait au fur et à mesure des politiques gouvernementales d'austérité qu'ils imposaient depuis les années 1980. Alors que le PC n'existe quasiment plus en Belgique, le PTB devenait le plus important des petits partis à gauche du PS.

La passivité des directions syndicales, face au patronat et aux coalitions gouvernementales des partis socialistes et sociaux-chrétiens, a aussi contribué à rendre de plus en plus visible le PTB, ses militants, notamment ses militants d'entreprises et surtout ses porte-paroles, dont Raoul Hedebouw en Wallonie et en Flandre, Peter Mertens, président du PTB.

De 4 000 adhérents en 2008, le PTB annonçait être passé à près de 7 000 en 2012 et plus de 10 000 début 2017.

Après son congrès de 2008, le PTB a abandonné toute référence à la révolution prolétarienne, ainsi que l'emblème communiste historique de la faucille et du marteau. Il se refuse à l'analyse de l'évolution de l'URSS et de la Chine, laissée

aux « historiens ». Il n'entend pas non plus prendre position et encore moins s'immiscer dans la vie politique d'autres pays.

N'abordant pas l'analyse de sa propre évolution politique, le PTB se présente comme un parti seulement tourné vers l'avenir.

Mais pour quel avenir ?

Peter Mertens en mars 2013 : « Mais nous devons aussi changer le parti, le moderniser. En faire un parti ouvert, où chaque travailleur se sent chez lui. Un parti qui travaille avec des gens très divers, avec les syndicats et sur le terrain, et qui ne s'oppose pas continuellement à d'autres organisations sociales. Et un parti également sans dogmatisme. Le socialisme n'est pas un livre de recettes avec tant de grammes de ci et tant de grammes de ça. Nous n'avons pas non plus la réponse à tous les problèmes, et ne devons pas avoir l'air de détenir LA vérité absolue ni avoir une attitude de maître d'école qui met en garde en agitant le doigt. Nous sommes cependant convaincus que nous pouvons, ensemble, avec les gens, trouver les meilleures réponses possibles. »

Le PTB met en avant la lutte pour la paix dans le monde face à l'impérialisme guerrier. Mais les moyens d'amener la paix ne sont pas évoqués. Le lecteur peut très bien envisager que cela puisse se faire par des moyens pacifiques, pourquoi pas par des majorités électorales. Alors que toute l'histoire depuis 250 ans montre que la guerre est inhérente au fonctionnement du capitalisme et que seul le renversement du capitalisme pourra y mettre fin.

Un « socialisme 2.0 » débarrassé de l'exploitation et de la guerre est l'objectif, mais sans jamais évoquer comment pourra être renversé le capitalisme. Le lecteur, ou l'adhérent au programme du PTB venant notamment du mouvement socialiste, peut très bien conserver ses illusions dans une transition pacifique vers le « socialisme 2.0 ». Alors qu'il est évident que les plus riches de la planète, et la cohorte de petits bourgeois qui leur collent aux basques, n'accepteront jamais d'abandonner leurs privilèges sans se défendre par tous les moyens, y compris les plus violents.

Les références internationales du PTB ne sont plus les PC d'URSS, de Chine ou de la Roumanie de Ceausescu, mais la « « Gauche unie européenne », où l'on retrouve Syriza, Podemos, Rifondazione comunista, le Front de gauche, le PCF... » (Raoul Hedebouw, Le Soir, 20 mai 2016). « Notre manière à nous se

rapproche, question organisation de la résistance et vision de la société, davantage, en gros, du Parti communiste du Portugal que d'autres partis. » (Peter Mertens, interview réalisée par Nick Dobbelaere, 13 mars 2013, site du PTB)

Pas une seule critique publique n'est formulée vis-à-vis des directions syndicales qui restent pourtant l'arme au pied face aux attaques patronales relayées par les divers gouvernements. Certes ils ont appelé à quelques journées de grève et de blocage de zonings, mais ils ont toujours dispersé leurs appels quand un mouvement pouvait prendre une certaine ampleur, laissant les travailleurs et les militants se démoraliser.

Pour le PTB, la lutte de classe est ramenée à une lutte de type syndical, avec des revendications locales, concrètes, « atteignables ».

Peter Mertens, explique : « À Bruxelles, à Gand et dans d'autres villes, nous avons mené des actions contre des escalators en panne, avec les utilisateurs, les travailleurs et les syndicats. Et ces escalators ont enfin été réparés. Est-ce que cela a changé la société ? Non. Est-ce que cela a montré que, si l'on met de la pression, on fait bouger les choses ? Absolument. Même chose pour nos actions sur l'augmentation des tarifs du stationnement à Charleroi, Bruxelles ou Herstal. » (13 mars 2013, site du PTB)

Peter Mertens précise cependant : « Nous n'avons absolument pas l'ambition de refaire le chemin de la social-démocratie, d'être un parti qui veut limer les aspérités du capitalisme et participer à la gestion de ce système. Non, nous sommes un parti marxiste, qui lutte pour une société socialiste moderne. » (...) « Dans le contexte tel qu'il est actuellement en Europe, il nous paraît impossible de participer à une coalition gouvernementale qui ne veuille pas rompre avec la politique de l'Union européenne. Sans une majorité cohérente qui entende mener un programme en rupture avec celle-ci, sans majorité forte prête à mobiliser la population contre cette politique, il ne peut être question de participation à un gouvernement. »

Ce positionnement du PTB « à gauche du PS », la crise économique, le discrédit des Parti socialiste et une intense activité militante ont permis au PTB un recrutement large d'adhérents et l'augmentation du nombre d'électeurs permettant le succès de 2014, et maintenant la progression dans les sondages pour les prochaines élections.

## **Une ouverture qui donne des résultats...**

Avec cette politique suffisamment floue, beaucoup de travailleurs peuvent se reconnaître dans le PTB.

Mais en mars 2013 Peter Mertens prévenait : « ... les gens qui rejoignent actuellement le PTB ne connaissent bien sûr pas automatiquement notre programme ou notre vision, et pas forcément très bien l'analyse marxiste. C'est pourquoi, en 2013, nous voulons prendre le temps nécessaire pour développer la formation à tous les niveaux, pour renforcer la colonne vertébrale de notre parti. On peut être souple, tactique et flexible, mais il faut une épine dorsale, sinon la souplesse est celle d'une poupée de chiffons. Nous poursuivons le développement du PTB, mais nous allons aussi consacrer du temps à encadrer et à former des nouvelles personnes qui veulent s'engager davantage comme membre actif du PTB. »

Bien sûr les médias et politiciens des partis traditionnels ne ratent pas une occasion de dénoncer le PTB, extrémiste, communiste, marxiste, stalinien, défenseur de la Corée du Nord. En Flandre, des politiciens discutent même d'instaurer un « cordon sanitaire » autour de ce parti « extrémiste ». Il n'est pas sûr que ces critiques venant du monde politique aient nui au PTB, au contraire semble-t-il. Le PTB est toujours vu par beaucoup de travailleurs comme un parti communiste et lutte de classe.

## **... mais pose de nombreux problèmes politiques et militants**

Le PTB se trouve ainsi devant un dilemme comme l'écrit le président du PTB dans Solidaire du 27 janvier 2017 : « Les grands défis du PTB pour transformer de bons sondages en véritables changements ». Il n'est « Pas illogique que les gens veulent notre présence au gouvernement »... « Ils estiment que la redevance TV doit disparaître, ils veulent que le prix des médicaments baisse, ils veulent qu'on taxe les grosses fortunes... Mais ils ont aussi le sentiment que nous sommes le seul parti encore à l'écoute de ce qu'ils pensent. Nous nous ne sommes pas d'accord que les gens doivent se tuer littéralement au travail et qu'ils ne peuvent prendre leur pension qu'à 67 ans. »

Et le 25 mars il précise : « On ne peut pas attendre de nous que nous entrions dans un gouvernement pour reculer l'âge de la pension, continuer à faire la chasse aux chômeurs et poursuivre la libéralisation des services publics. Nous

voulons changer fondamentalement les traités européens, et ce n'est possible que si un gouvernement décide de se battre contre les principes actuels de concurrence et de déséquilibre, et si ce gouvernement demande et obtient à cet effet le soutien actif de sa population. Aujourd'hui, nous sommes (encore) bien loin de cette situation. »

Il continue en proposant : « Organisez-vous, dans les syndicats, dans les mouvements de jeunesse, d'étudiants, de défense des droits des femmes, de défense de l'environnement, antiracistes, pacifistes, dans des comités de quartier, dans des groupes de théâtre, de musique et de sport. Il s'agit de bien plus que de donner une voix à un parti. Il s'agit de transformer cette voix en force collective, organisatrice et culturelle. »

Rien sur la perspective d'organiser les travailleurs ! La lutte de classe absente des perspectives du PTB ?

Peter Mertens prévient : « Nous savons aussi que, pointé en deuxième position en Wallonie, le PTB fera l'objet d'attaques redoublées pour effrayer l'homme de la rue avec la « peur du rouge » ».

Effectivement, le mois précédent, en février 2017, la direction de la branche cheminots de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB, syndicat lié au Parti socialiste) dénonçait dans un courrier à Peter Mertens : « Le PTB infiltre les syndicats » (...) « Il nous est rapporté que depuis plusieurs semaines, des membres du parti interfèrent de manière directe et indirecte auprès de nos délégués et dans les instances syndicales (...). Cette ingérence nuit gravement au fonctionnement de notre secteur (...). Nous vous demandons de prendre toutes les mesures nécessaires afin de faire cesser immédiatement ces pratiques. »

Benjamin Pestieau, responsable du « département des relations syndicales » du PTB répondait « Nous avons bien reçu ton courrier (...). Nous avons également rappelé à notre section quelques principes - adoptés lors de nos deux derniers Congrès (...). Comme parti nous voulons soutenir la lutte des travailleurs dans ses différentes formes et sur ses différents plans. Aucune de nos actions ne peut nuire au fonctionnement des organisations syndicales. Au mieux, elles doivent les appuyer et les renforcer. »

Et Raoul Hedebouw de répliquer à la FGTB cheminots : « ... l'influence du PS et du CDH dans la FGTB et la CSC reste de loin la plus importante, c'est historique.

Et nous ne militons ni plus ni moins que les autres dans les syndicats. (...) On agit à ciel ouvert, à visage découvert, rien d'autre, et dans le respect de l'indépendance syndicale, c'est une exigence chez nous, tout simplement. »

### **Quelles perspectives pour le PTB ?**

Sur le plan électoral, les sondages favorables au PTB peuvent se maintenir et même augmenter. Bien que, comme l'écrit P. Mertens en mars 2017 : « ... nous sommes aussi à un an et demi des élections communales [octobre 2018], à deux ans des législatives [2019]. Beaucoup, beaucoup d'eau coulera sous les ponts d'ici là. »

Il poursuit : « Le fait que le PTB deviendrait, selon ce sondage, la deuxième force politique en Wallonie et la troisième à Bruxelles nous place devant de grands défis. Lors de notre Congrès de la solidarité en 2015, nous avons tenu à souligner : « En un laps de temps relativement court, nous avons continué à construire rapidement le parti ; ce qui était nécessaire. Mais ce serait une erreur de nous reposer sur nos lauriers, car les défis dans la société restent très grands. Plus nous grandissons, plus les tâches deviennent complexes. Nous sommes confrontés aussi, d'une certaine manière, à des difficultés liées à cette croissance. Ce n'est pas anormal, mais nous devons toutefois en être conscients. » »

Effectivement, sauf retournement majeur toujours possible, avec les élections à la proportionnelle en Belgique, le PTB pourrait se retrouver avec de nombreux élus, dans des communes ouvrières bien sûr, mais aussi dans les parlements wallon, bruxellois et flamand. Mais élus sur quelle base ? Pour quelle politique ? Avec quelles illusions des électeurs ?

Quel seraient les sentiments des électeurs si le PTB, en situation de participer à des coalitions gouvernementales, s'y refusait ? Quels seraient les choix des élus qui ne sont pas des militants de longue date acquis à une discipline politique ?

Le succès électoral pourrait alors se transformer en tensions interne, voire en scissions... ou entraîner le PTB sur « le chemin de la social-démocratie » malgré les engagements de Peter Mertens en 2013. Et renouveler la « ... douloureuse expérience de Syriza, en Grèce, que l'establishment européen a contraint à obéir et qui a donc laissé tomber la mobilisation et l'organisation de la population de gauche... »

En avril 2016, au Conseil communal de Mons, le PS se séparait des libéraux du Mouvement Réformateur (MR). Les 29 élus PS étaient largement majoritaires, mais le quotidien Le Soir s'interrogeait sur une éventuelle nouvelle coalition pour gérer la ville. L'élu du PTB répondait : « Le PTB se réjouit que le MR sorte de la majorité à Mons ! Nous espérons que le PS mènera maintenant une politique plus à gauche. Pour le PTB, le bien-être des citoyens reste la priorité. Nous sommes prêts à négocier avec le PS, mais pas à n'importe quelle condition. »

Que le PS puisse mener une politique favorable au « bien-être des citoyens », et surtout des travailleurs, chômeurs, retraités, c'est une illusion, surtout dans cette période de crise. Mais envisager que le PS puisse céder à des conditions posées par le PTB relève du plus pur électoralisme.

### **Et quel avenir d'un tel parti dans les futurs confits sociaux ?**

Peter Mertens déclare : « Nous ne devons pas nous faire d'illusions. Nous allons au-devant de périodes de turbulences : il suffit de penser à la toute-puissance des multinationales et des acteurs financiers (...) à la déstabilisation du Moyen-Orient, à la politique de guerre, à l'élection de Trump, à la vague de réfugiés et, ici, à la montée du racisme comme instrument pour diviser les gens et les monter les uns contre les autres. Le PTB veut une rupture avec cette politique actuelle, et c'est précisément la raison pour laquelle tant de gens nous manifestent de la confiance. C'est justement pour cela que nous voulons être très clairs : nous ne pouvons pas réaliser cette rupture sans un engagement actif de dizaines de milliers de personnes. Parce que les marges pour mener une autre politique deviennent de plus en plus petites. Il suffit de constater ce qui s'est passé en France avec Hollande. »

Oui, mais quelle « rupture » ? Rupture avec l'électoralisme inculqué à la classe ouvrière depuis des générations par les partis socialistes ? Rupture avec les directions syndicales liées aux milieux politiques, et aussi au monde des affaires, qui refusent d'organiser une quelconque défense du monde ouvrier face aux attaques patronales ?

Sans ces ruptures il ne sera pas possible de s'opposer au patronat et aux gouvernements et préparer le renversement du capitalisme. Mais ces ruptures ne peuvent se faire en quelques mois, en quelques semaines et entraîner les millions de travailleurs nécessaires au renversement du capitalisme que s'il existe un parti

d'une ou deux dizaines de milliers de militants conscients et aguerris.

Aguerris, cela dépend surtout de l'histoire, mais la conscience dépend essentiellement des choix politiques et militants d'un parti, y compris pour sortir renforcés des luttes et défaites qui aguerrissent.

Ce type de militants ne peut pas se former sans une politique claire, sans des perspectives de lutte de classe clairement proposées à l'avance.

Ce ne semble pas être la voie prise par la direction du PTB.

Le 18 juin 2017

---

# **La bourgeoisie, le nationalisme et l'extrême droite en Belgique**

*Exposé de février 2015*

Ceux qui ont participé aux piquets de grèves en novembre et décembre passés ont pu voir comment des idées anti-syndicales ou anti-PS peuvent facilement justifier, de la part de patrons, de commerçants, voire de travailleurs inconscients, des comportements violents vis-à-vis de travailleurs qui tentent de se défendre collectivement. Et si une nouvelle aggravation de la crise économique le justifiait aux yeux du patronat, il ne manquera pas, dans ce pays, de forces politiques capables de s'appuyer sur ce type de sentiments, et de leur donner une forme organisée pour les tourner contre les travailleurs.

Ce rôle sera joué par des partis d'extrême droite. Mais l'existence et la force de ceux-ci dépendra de

l'évolution de la lutte des classes. L'histoire de la Belgique montre comment la bourgeoisie a suscité et s'est appuyée sur des courants nationalistes et d'extrême droite, mais aussi comment les réactions de la classe ouvrière ont pu s'y opposer.

## **L'extrême droite et le courant nationaliste en Belgique : un courant divisé par l'histoire du pays.**

Il faut faire la distinction entre les mouvements nationalistes et les courants d'extrême droite. Ceux-ci ne coïncident pas, même si l'extrême droite exerce une influence variable dans le courant nationaliste.

### **Le mouvement flamand**

Le plus ancien courant nationaliste en Belgique est celui du mouvement flamand, formé en réaction à l'oppression linguistique et sociale de l'Etat belge francophone sur la population flamande. Née dans une Europe dominée par la France, mise en selle par la révolution française de 1789, la bourgeoisie belge du 19ème siècle était francophone d'Anvers à Verviers.

C'est aussi au début de ce siècle que démarra la révolution industrielle dans nos régions. La généralisation de l'emploi de la machine à vapeur provoqua une concentration des usines et des capitaux à proximité de l'industrie extractive du charbon, le long du sillon houiller de la Meuse et de la Sambre, c'est à dire la Wallonie actuelle. La Flandre, elle, était alors dominée par l'économie rurale, à l'exception de quelques centres de commerce et de manufactures, comme à Malines, Anvers et Gand.

Les structures du nouvel Etat, né en 1830, étaient dominées par la grande bourgeoisie francophone. Celle-ci réservait les emplois publics aux personnes

maîtrisant bien le français (c'était une exigence légale), et l'usage de cette langue était imposé de façon exclusive dans l'administration, la justice, et de fait, dans la direction des grandes entreprises.

Dans ces circonstances, la préoccupation de la bourgeoisie flamande de favoriser le développement économique de la Flandre prit corps à une époque où l'exaspération populaire à l'égard de l'Etat francophone commençait à s'exprimer ouvertement.

Certaines scènes du film « Daens » font parfaitement saisir comment apparaissaient aux travailleurs flamands la coalition des patrons, des parlementaires et des officiers de gendarmerie s'exprimant en français. Mais c'est aussi la petite bourgeoisie flamande qui était mécontente de se voir exclue de tous les emplois publics et, par extension, des professions libérales et de tout emploi où la maîtrise de la langue joue un rôle important.

L'Eglise catholique a été la première force à s'appuyer sur les ressentiments populaires face à cette oppression. Les prêtres y ont trouvé un avantage dans leur lutte contre l'influence socialiste, alors que le Parti ouvrier belge (POB) se refusait à prendre à son compte toute revendication d'égalité linguistique, considérant que « *l'apprentissage du français par les travailleurs flamands était un des moyens de leur émancipation* ». Aussi, naturellement, les intellectuels scolarisés et formés au sein des réseaux catholiques en Flandre, ont formé un milieu où s'élaboraient les besoins, les aspirations, les perspectives de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie néerlandophones (même si l'enseignement était en français).

En 1908, au sein de ce milieu, le Vlaams Handelsverbond, la ligue pour le commerce flamand

était fondé. Il s'agissait d'une association d'intellectuels, de savants, tels Lodewijk de Raet et d'industriels comme Leo Meert, qui liaient le développement économique de la Flandre à la promotion du néerlandais dans la vie économique, culturelle et sociale. L'histoire personnelle de Lieven Gevaert permet de saisir l'importance que les patrons flamands ont accordé à l'existence d'un enseignement technique et supérieur en néerlandais. Le fondateur du groupe international Agfa-Gevaert n'avait en effet pas pu poursuivre ses études au-delà de l'école secondaire inférieure. Jeune homme, travaillant dans l'atelier photographique de sa mère, il a dû étudier lui-même le français, l'anglais, l'allemand, pour pouvoir assimiler les traités de chimie afin d'améliorer les produits de développement photographique à l'origine du succès du commerce familial. Plus généralement, c'était une expérience largement partagée que l'amélioration des techniques et de l'organisation de la production dans l'industrie comme dans l'agriculture requérait des ingénieurs et des techniciens qualifiés capables de se faire comprendre des travailleurs.

Mais à coté de cet aspect technique, il en est un autre, plus directement lié à la compétition capitaliste. En effet, celle-ci suscite constamment la formation d'alliances, de réseaux de pouvoirs, de cercles qui déterminent l'accès aux marchés, aux contrats, aux subsides publics, au crédit bancaire... Dans les salons feutrés de la bourgeoisie se déroulent de 9 heures à 20 heures des luttes pour de solides enjeux, des négociations où la confiance se construit, ou ne se construit pas. La maîtrise de la langue, dans toute sa finesse, y est naturellement un atout fondamental. « Un commerce flamand », « l'usage du néerlandais dans la vie de l'entreprise et dans les contrats », « une épargne flamande entre les mains flamandes », tels

étaient les mots d'ordre, les têtes de chapitres des articles, manifestes, textes fondateurs des associations qui, comme le Handelsverbond, s'efforçaient d'exprimer les besoins de la bourgeoisie flamande exclue du festin de la grande bourgeoisie francophone.

Résumant et focalisant ces objectifs, la revendication de l'organisation d'un enseignement technique et universitaire en néerlandais était le point le plus largement partagé par de larges cercles de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie flamandes.

## **La guerre et son influence dans la formation du mouvement flamand**

Lors de la guerre 1914-1918, l'impérialisme allemand, qui avait des vues sur le Congo comme sur l'industrie belge, s'est efforcé de préparer la disparition de la Belgique et son remplacement par deux régions sous son influence : la Flandre et la Wallonie.

En Flandre, l'autorité allemande a développé une *flamenpolitik*, qui donnait satisfaction à un certain nombre de revendications du mouvement flamand. Le néerlandais a été adopté par l'administration dans les communes et les provinces de Flandre. Dès 1916 est fondée la première université néerlandophone, à Gand. Dans la Belgique occupée, le mouvement flamand se divise entre *activistes* et *passifs* selon le choix de militer ou non pour satisfaire des revendications en s'adressant aux autorités allemandes. Avec le soutien de celles-ci, les *activistes*, emmenés par des hommes issus du Handelsverbond, tels August Borms et Leo Meert, ont fondé un « Raad van Vlanderen » (« Conseil des Flandres ») qui proclama, en 1917, « l'autonomie de la Flandre ».

D'un autre côté, les autorités d'occupation se sont

aussi efforcées de s'appuyer sur un nationalisme wallon pour arriver aux mêmes fins : la division de la Belgique. Le gouverneur général Von Bissing, considérait même le contrôle d'une « Wallonie indépendante » par l'Allemagne comme plus facile car, comme il l'écrivait au Kaiser : « *La population wallonne est plus facile à manier et à diriger que la flamande. Les Flamands sont naturellement plus lourds et plus enclins à la résistance. Les Wallons sont plus légers et, s'ils gagnent beaucoup, s'ils ont quelques avantages sociaux, s'ils peuvent jouir de la vie, ils sont faciles à gouverner.* »

Sur le front, les régiments belges enterrés derrière l'Yser étaient néerlandophones à 80%. Aux conditions de vie, à l'horreur des combats, s'ajoutaient pour ces soldats l'arrogance des officiers majoritairement francophones. Les journaux, la propagande officielle suscitaient un profond dégoût parmi eux, notamment par leur mépris des sentiments flamands envers l'oppression linguistique. Un article proclamait notamment « *La Belgique d'après-guerre sera latine ou ne sera pas* ».

Un mouvement a pris forme parmi les soldats, porté par quelques intellectuels qui éditaient, en flamand, un journal clandestin vite apprécié par les soldats flamands. La répression qu'ils ont subie de la part de l'état-major acheva de les rendre populaires : c'est la naissance du « frontbeweging », le mouvement du front. Parmi ses principaux initiateurs, il faut retenir Hendrik Borginon, Cyriel Verschaeve et Joris Van Severen, qui ont joué un rôle important dans l'évolution du mouvement.

Au lendemain de la guerre, toutes les concessions accordées aux revendications flamandes ont été annulées. Les leaders activistes ont été poursuivis et

condamnés par la justice pour « collaboration ». Leo Meert se réfugia en Allemagne, le Handeilverbond disparu, et durant plusieurs années, le patronat flamand ne parviendra plus à s'exprimer à travers une organisation représentative.

## **Naissance et évolution du Frontpartij**

Les reculs sur les droits des néerlandophones et la répression du mouvement flamand, ont poussé à la création d'un parti, le Frontpartij, regroupant des fondateurs du frontbeweging et des *activistes*. Durant ses premières années, de 1919 à 1923, le Frontpartij a été entraîné vers des idées anticapitalistes, sous l'influence de la révolution russe. C'était alors une période de conscientisation et de mobilisation intense parmi les travailleurs. Ils affluaient en masse vers les organisations syndicales pour défendre la journée des 8 heures, les augmentations de salaires, les droits sociaux et syndicaux, concédés par le gouvernement belge en 1918 au moment où des « Räte », des « Conseils de soldats » allemands se formaient à Bruxelles, sous l'influence de la révolution allemande.

Le Frontpartij, comme beaucoup d'autres organisations, a subi cette influence et a tenté de s'adresser aux travailleurs flamands à travers un discours teinté d'idées de lutte de classes. A l'Etat belge, qui participait à l'occupation de la Ruhr allemande aux côtés de l'impérialisme français (1922-23), le Frontpartij a opposé une position antimilitariste. Le jeune Parti communiste belge conclut des alliances électorales avec le Frontpartij, et le PC y gagna au communisme des militants de valeur.

Mais après la disparition de la situation révolutionnaire en Allemagne, fin 1923, le climat politique changea rapidement dans toute l'Europe. La

bourgeoisie releva la tête et partit à l'offensive, non seulement dans les entreprises, mais sur le terrain idéologique.

En Belgique, la presse, les partis bourgeois et surtout l'église catholique suscitaient un climat d'hystérie anti-communiste. Dans ce contexte, une lutte politique se déroula au sein du Frontpartij, où des intellectuels catholiques, comme Cyriel Verschaeve, des anciens officiers comme Joris van Severen, Hendrik Borginon, des hommes proches des organisations patronales flamandes, vont s'efforcer d'éliminer les tendances lutte de classe au sein de ce parti, pour le tirer vers des positions plus droitières et nationalistes. En 1928, le comité organisateur du pèlerinage de l'Yzer, de tendance pacifiste et internationaliste, est écarté pour imposer une ligne nationaliste-flamande.

Cependant, durant les années 1920 et 1930, l'influence du mouvement flamand s'est étendu bien au-delà du Frontpartij, dans toutes les familles politiques. Des dirigeants socialistes flamands, comme Camille Huysman ou Lode Craeybeckx ont repris ses revendications.

Sous la pression de ce mouvement et de l'impact du suffrage universel, obtenu en 1918, toutes les lois qui limitaient l'usage du néerlandais dans la vie administrative, la justice, l'enseignement, etc. sont abrogées les unes après les autres dans le courant des années 1930. Et ce, malgré la résistance des députés wallons, qui votaient systématiquement contre cette évolution, mais qui étaient devenus minoritaires.

C'est aussi vers cette époque, et en partie grâce aux libertés linguistiques conquises, que s'est développée et s'est organisée une nouvelle bourgeoisie flamande.

## **Naissance du Vlaams Economisch Verbond (VEV) 1920 - 1940**

Pour les milieux patronaux flamands, la guerre et les années d'après-guerre ont été des années d'apprentissage politique. Les reculs, la répression, la perte d'influence engendrés par la politique de l'*activisme*, inspirée en partie par le Handelsverbond, ont constitué une expérience rude mais formatrice.

La reconstitution d'une organisation patronale flamande s'est donc faite autour des personnalités qui s'étaient tenues à l'écart de l'*activisme*. En 1926, l'industriel Lieven Gevaert que nous avons déjà rencontré, est choisi par ses pairs pour assumer le rôle de président de cette nouvelle association : le Vlaams Economisch Verbond. Il est intéressant de noter que si le VEV est l'ancêtre du Voka actuel, Gevaert est le grand père de Michel Delbaere, le dirigeant précédent du Voka. Il y a une importante continuité au sein des grandes familles bourgeoises, non seulement en termes de fortune, mais d'influence, et la bourgeoisie flamande ne fait pas exception.

Le VEV a été placé d'emblée sous le contrôle des familles flamandes les plus fortunées. La participation aux assemblées délibératives se payait par une cotisation de 150 000 francs, une somme très élevée pour l'époque. Toujours dans une préoccupation de contrôle, des règles d'incompatibilité ont été instituées entre la participation au Conseil d'administration du VEV et un mandat de député ou de ministre, pour éviter l'interférence de la bourgeoisie francophone. Le VEV s'est donné comme perspective de structurer le développement d'un capitalisme flamand. Il organisait des groupements par province et par branche d'industrie, mit sur pied un service d'étude pour les besoins des entreprises membres. Il

poussa aussi à la création de réseaux bancaires autonomes pour que « *l'épargne flamande reste entre des mains flamandes* ». Mais sa préoccupation majeure était d'arracher la néerlandisation (vernederlandsing) de la pratique des affaires et en particulier du droit commercial, des contrats, des tribunaux de commerce, etc.

Satisfaire ces revendications ne pouvait être possible que si l'Etat belge acceptait de déterminer quels territoires, quelles communes étaient d'expression néerlandophone. On comprend que cela impliquait pour la bourgeoisie flamande une entreprise assez vaste, où la lutte politique se mêlait au soutien à la culture et à la littérature flamande, à l'enseignement du néerlandais, etc. La bourgeoisie flamande, tendant hardiment ses bras vers l'avenir, les plongeait naturellement au sein du monde académique et des aspirations de la petite bourgeoisie néerlandophone.

Pour les mêmes raisons, ses revendications et son action ne pouvaient que susciter l'hostilité militante de la petite bourgeoisie francophone, omniprésente, archi-dominante dans les partis politiques et les institutions belges.

## **La crise économiques des années 1930 et la naissance de l'extrême droite**

La crise économique des années 1930 amena de rapides et profonds changements dans la situation politique, avec l'apparition, pour la première fois, de courants d'extrême droite structurés et influents. Comme nous allons le voir, ces processus ont évolué de façon différente au nord et au sud du pays.

La misère ne frappait pas que les travailleurs. Des dizaines de milliers de petits bourgeois désespérés,

réclamaient des solutions, espérant une intervention en leur faveur de la part d'un pouvoir fort. Leur colère ne se tournait pas contre le capitalisme et la propriété privée, mais uniquement contre les aspects les plus parasitaires de la classe capitaliste : les banques, la finance, que les nazis qualifiaient de juives. Mais leur hostilité se tournait aussi contre « le système », terme confus dans lequel ils englobaient, à côté des banquiers, les politiciens corrompus, « les bonzes syndicaux », et la démocratie parlementaire, « la particratie ». En effet, les vieilles recettes, les arrangements entre les partis bourgeois et le parti ouvrier ne fonctionnaient plus. Les gouvernements, en proie à une instabilité chronique, ne duraient que quelques mois ou quelques semaines et semblaient bien incapables de faire quoi que ce soit face à la crise, en dehors des politiques d'austérité.

Incapable de discerner les causes fondamentales de la crise dans le chaos de l'économie aux mains des capitalistes, la petite bourgeoisie en accusait au contraire la classe ouvrière, mieux organisée qu'elle, et dont le parti, les syndicats, les grèves, lui paraissaient comme une cause de l'instabilité.

De son côté, la classe capitaliste aspirait à mettre fin à sa politique de collaboration avec les organisations ouvrières réformistes. Cette politique lui avait été bien utile au moment de l'Union sacrée durant la première guerre mondiale, puis durant la lutte contre le risque révolutionnaire du début des années '20. Mais, sous la pression de la crise, de la baisse des profits, les patrons voulaient en revenir à la situation, que nombre d'entre eux avaient d'ailleurs connue, où l'employeur déterminait le salaire et les conditions de travail avec chaque travailleur individuellement. Cela signifiait d'en finir avec les organisations de la classe

ouvrière, ses syndicats, ses partis politiques.

Sur ce point, il n'y avait pas de divergence d'opinion entre la grande bourgeoisie capitaliste, francophone, parlant par la voix du CCI, (Comité Central Industriel), et la bourgeoisie flamande en formation, représentée par le VEV.

## **Le rôle de l'Eglise**

L'histoire de la Belgique fait que l'instrument qui allait propager et légitimer ce choix de la classe dirigeante a été l'Eglise catholique. C'était la plus importante force politique organisée du pays. Elle avait réussi à préserver son contrôle sur la majorité des niveaux d'enseignement, et formait intellectuellement une majorité des nouvelles générations, y compris au sein de la bourgeoisie. Dans sa lutte pour défendre ce pouvoir et ses privilèges, elle avait développé des organisations influentes dans toutes les classes et catégories de la société. Surtout, en son sein, s'était maintenu un courant d'idées extrêmement réactionnaires, non seulement hostiles au socialisme, mais même aux droits démocratiques.

Tel était le recul de la société sur le plan matériel et économique que, sur le plan des idées, les théories du clergé catholique, tout droit sorties du 19<sup>ème</sup> siècle, se trouvaient dans l'air du temps.

En 1929, en Italie, le pape Pie XI signait avec Mussolini les accords du Latran, qui organisaient la collaboration de l'Eglise et de l'Etat fasciste. Le fascisme italien et plus encore le groupe d'extrême droite l'Action française, en France, exerçaient une influence croissante sur l'opinion publique en Belgique, et elle pénétrait en priorité les milieux catholiques petits bourgeois. Un sondage organisé par

un journal étudiant à l'Université catholique de Louvain révélait que pour deux étudiants catholiques sur trois, Charles Maurras, le leader de l'Action française, était la personnalité la plus importante, devant le Christ.

## **Rex**

Le problème de la hiérarchie catholique était que, à travers son parti et ses nombreuses institutions, elle organisait différentes classes sociales dont les antagonismes allaient croissant. Les politiciens du Parti catholique étaient discrédités, comme tous les autres, par leur corruption, leur soutien aux banques, leur « politique d'austérité » comme on dirait aujourd'hui. La base catholique, c'est-à-dire la petite bourgeoisie, ne se reconnaissait plus dans ses dirigeants, trop ouvertement liés au grand capital.

Pour lutter contre l'érosion de son influence, et opposer une réponse aux critiques socialistes et communistes contre le capitalisme, le clergé a pris le parti de soutenir toute les initiatives de ses organisations, en particulier vers la jeunesse, dans sa presse, « *pour parler un langage populaire* ». Monseigneur Picard, responsable de l'Association de la jeunesse catholique de Belgique, confia la direction de sa maison d'édition et de son journal, *Christus Rex*, à un jeune homme entreprenant, tout frais émoulu de l'Université Catholique de Louvain, Léon Degrelle.

Degrelle mit sur pied une organisation, entouré de nombreux jeunes universitaires catholiques qui ne voyaient d'autre espoir pour avoir un avenir dans cette société capitalise en crise que de donner « un grand coup de pied dans la fourmilière ». Piochant dans les idées autoritaires, anti-ouvrières, racistes, anti-juive de l'extrême droite européenne, Degrelle construit un

mouvement en s'appuyant sur les milieux, les institutions, les organisations catholiques.

Le clergé lui en ouvrait grand les portes. Le tribun d'extrême droite était appelé partout, dans toutes les organisations, tous les cercles catholiques. Les prêtres le réclamaient pour venir porter la bonne parole à leurs paroissiens.

Un banquier, De Launois, lui acheta 120 000 abonnements de son journal quotidien, « le Pays réel », pour qu'il soit distribué gratuitement dans toute la région liégeoise pendant deux mois.

Mais, avec l'arrivée au pouvoir de Hitler, en janvier 1933, Degrelle crut que la situation était désormais mûre, en Belgique, pour s'emparer du pouvoir par les mêmes méthodes que les fascistes en Italie ou les nazis en Allemagne.

Cherchant à déborder les partis et les institutions parlementaires bourgeoises, Degrelle fonda ouvertement un mouvement politique fasciste. *Rex*, cherchait à mobiliser et organiser la petite bourgeoisie, y compris à travers des milices.

Dans cette entreprise, Degrelle devait frapper aussi fort sur les « bolcheviks » (sur le POB et le PC) que sur les banquiers et les politiciens. Pour gagner et attirer à l'action la petite bourgeoisie, il n'épargnait pas les dirigeants gouvernementaux, en particulier catholiques.

Malgré les demandes angoissées des dirigeants du Parti catholique, le clergé est resté pendant longtemps dans l'expectative, n'osant pas condamner ouvertement *Rex*, dont les idées et les hommes étaient si populaires dans son propre milieu.

## **La classe ouvrière relève la tête...**

Mais, à partir du milieu des années 1930, la situation politique changea. La prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, en 1933, s'était rapidement suivie d'une interdiction des partis ouvriers et des syndicats. La violence des attaques contre les travailleurs, la suppression de tous les droits démocratiques, les arrestations, l'enfermement des militants dans des camps de travail forcé, tout cela provoqua un grand choc dans les consciences des travailleurs à l'échelle internationale et en Europe en particulier. La classe ouvrière allemande était en effet la plus puissante, la mieux organisée. Mais ses partis, le SPD et le KPD, n'avaient pas réussi à s'unir face au danger nazi.

Alors, lorsque presque un an plus tard, des bandes fascistes ont tenté d'occuper l'assemblée nationale à Paris, il y eut un sursaut des travailleurs. Moins d'une semaine après, les manifestants socialistes et communistes se rejoignaient dans un même cortège contre la volonté de leurs dirigeants. Dans les mois qui ont suivi, les travailleurs imposèrent dans les faits l'unité entre leurs différentes organisations.

En mai 1936, ils votèrent massivement pour les partis ouvriers, ouvrant la voie à un gouvernement de Front populaire. Quelques semaines plus tard, 3 millions de grévistes occupaient les usines principales à travers toute la France pour imposer au patronat le programme du Front populaire.

Cet état d'esprit et la combativité ne se sont pas arrêtées aux frontières. Le 21 juin, il y avait 500 000 grévistes en Belgique. Le port d'Anvers était paralysé. En juillet, les travailleurs espagnols s'opposaient massivement à une tentative de coup d'état de l'armée, prenaient les casernes, les arsenaux. En

quelques semaines un véritable pouvoir ouvrier commençait à se mettre en place en Catalogne.

### **... et la bourgeoisie recule**

Face à ces événements qui ont évolué de façon si rapide, la peur a changé de camp. La grande bourgeoisie décida de reculer face aux travailleurs.

En pleine crise, pour récupérer les usines occupées, le patronat français accorda les congés payés, la semaine de 5 jours, des augmentations de salaires. Les banquiers, les grands industriels exigèrent des organisations de petits patrons qu'elles signent ces accords. Le problème, expliquait le représentant du grand patronat français aux petits patrons qui refusaient « de payer des ouvriers à ne rien faire », « le problème n'est pas économique, il est d'abord politique. Nous devons récupérer nos usines et ramener la stabilité des institutions ».

En Belgique aussi, le grand patronat a fait des concessions : les premiers congés payés (6 jours), la semaine de 40 heures dans certains secteurs...

L'autre aspect de ce recul a été que la grande bourgeoisie diminua voire cessa de soutenir par des aides financières et par son influence les organisations d'extrême droite, y compris en Belgique. C'est le genre de situation qui se crée presque instantanément, en quelques semaines de mobilisation, à l'échelle de plusieurs pays.

Mais les dirigeants de Rex, dont le parti avait beaucoup progressé aux élections nationales du 24 mai 1936 (avant la vague de grève donc) voulurent forcer leur chance. Début 1937, Degrelle fit provoquer une élection partielle à Bruxelles, croyant pouvoir utiliser un nouveau succès pour préparer une marche

sur Bruxelles comme Mussolini l'avait fait en Italie en 1922.

Pour la bourgeoisie, cette aventure était inacceptable. Elle exerça toute la pression nécessaire pour obliger l'Église catholique à rompre avec Rex et s'opposer à lui. Et en effet, le clergé mit tout son poids dans la balance. Le Cardinal Van Roey intervint publiquement, avertissant que le vote pour Degrelle était un péché. La presse catholique, le principal moyen d'information de l'opinion publique, dénonçait « le danger des extrêmes », visant Rex en particulier.

Rex perdit ces élections, mais ce ne fut que le début de ses déboires. Du jour au lendemain, il perdit tous ses soutiens, ses financements, ses locaux. L'accès aux associations catholiques, le vivier où Rex faisait sa propagande et recrutait, lui furent barré par des prêtres soudés autour de leur hiérarchie.

Le parti Rex s'écroula. Il s'était bâti à partir des organisations catholiques, et n'était pas préparé à une rupture si brusque et radicale. Degrelle n'eut pas le temps de reconstruire son parti. En 1939, la guerre éclatait, paralysant la vie politique. En 1940, la Belgique était occupée par les armées d'Hitler.

Les dirigeants de Rex ont bien entendu proposé leurs services aux nazis, qui les ont effectivement utilisés. Mais, pour la population, Rex était désormais associé à l'occupation et à ses souffrances. Ce mouvement n'avait pas gagné politiquement un milieu stable, durable, fidèle. Cet isolement social fit évoluer Rex. A part les cadres, les convaincus de la première heure, il n'attira à lui que le rebut de la société, des malfrats, des psychopathes, qui auront bien des occasions, durant la guerre, de cultiver la peur et la haine qu'ils inspiraient.

## La situation politique en Flandre

L'évolution en Flandre a été sensiblement différente. Bien que Rex y a connu un début de développement, c'est surtout le mouvement flamand qui y joua un rôle.

Différentes organisations concurrentes étaient issues du Frontpartij et avaient évolué en organisations d'extrême droite, dont les principales étaient le Vlaams Nationaal Verbond (VNV) et le Verdinaso. Vu de l'extérieur, du point de vue des travailleurs, il n'était pas aisé de distinguer l'une de l'autre. Elles étaient agressivement anti-ouvrières, elles organisaient de milices en uniforme, à la manière des nazis, pour s'attaquer aux grévistes et aux réunions communistes, socialistes ou syndicales. De même, elles reprenaient dans leur presse, leurs meetings, l'idéologie raciste, antisémite nauséabonde d'Hitler. Elles cultivaient le culte du chef, revendiquant un état fort, autoritaire.

Pourtant, elles étaient composées de courants différents. Le Verdinaso, créé par Joris Van Severen, était contre la participation aux élections et revendiquait ouvertement la suppression de la démocratie par la force. Le VNV, lui, était moins homogène. Son dirigeant le plus connu, en tant que député, tribun de meeting et de manifestations, était Staf de Clerq qui faisait son possible pour singer les attitudes et le décorum des dirigeants nazis et fascistes. Il exerçait une fascination sur les petits bourgeois enragés et déboussolés, prêts à en découdre. Autour de Staf de Clerq se groupaient des aventuriers, assoiffés de revanche sociale, de pouvoir, d'honneurs...

Mais à part cette coterie, le VNV comptait aussi des hommes plus expérimentés, instruits par les difficultés

passées du mouvement flamand, notamment lors de la première guerre. Surtout, ils étaient bien plus au fait des aspirations et des positions véritables de la bourgeoisie flamande. Ceux-là regardaient avec recul les délires de grandeur d'un Staf de Clerq ou d'un Joris Van Severen qui rêvaient d'une « grande nation Thioise (Diestland) regroupant tous ceux qui parlent le néerlandais, des Pays-Bas à la « Flandre française » et...jusqu'à l'Afrique du Sud.

Certes, la bourgeoisie flamande était étranglée par la politique protectionniste des grandes puissances européennes, et au sein du VEV se déroulaient des débats autour d'un projet d'union douanière avec la Hollande. Mais, pour autant, la bourgeoisie flamande n'avait évidemment pas les moyens de s'engager dans une politique de conquêtes territoriales contre des voisins plus puissants et de plus, elle était déjà bien trop dépendante des marchés internationaux, des exportations, pour se contenter d'un petit marché « néerlandophone ».

L'évolution du VNV de De Clerq et du Verdinaso en partis fascistes les rendaient trop incontrôlables, et la bourgeoisie flamande cessa de les soutenir financièrement. En fait, ces partis devenaient des instruments de l'impérialisme allemand, qui commença du reste à les financer directement à partir de 1937.

Cela n'a pas fait disparaître les autres courants nationalistes flamands. Au contraire, ils ont continué à collaborer, à tenter de se regrouper, de s'influencer.

Aux élections de mai 1936, le parti catholique, qui donnait les premiers ministres de tous les gouvernements, subit un tel revers électoral que les grands dirigeants catholiques durent céder aux

exigences des nationalistes flamands dans leur parti. L'Union catholique de Belgique se transforma en « Bloc des catholiques » qui regroupait en fait deux partis distincts : le Kristelijke Volks Verbond (KVV, l'ancêtre du CD&V) et le Parti Chrétien Social pour les francophones de l'autre.

Craignant la victoire d'un « Volksfront », d'un front populaire en Belgique et en Flandre, les dirigeants du KVV s'efforcèrent de construire une alliance électorale avec le VNV, autour de dirigeants comme Hendrik Borginon, Raymond Tollenaere, contre l'avis de Staf de Clerq.

Cette alliance se heurta à l'opposition de l'ACV (la CSC), du Boerenbond et de l'Eglise, tout à son combat contre « les extrêmes ». Elle ne se concrétisa pas en accords officiels au niveau de la politique du KVV, mais bien en de nombreuses alliances locales au niveau des communes. Ces péripéties sont révélatrices du fait qu'entre le KVV et les nationalistes flamands du VNV, il n'y avait pas de mur infranchissable, mais une communauté de vues, de positions, gravitant autour du nationalisme flamand et de l'hostilité viscérale à toute forme d'autonomie des travailleurs, à travers des partis ou des syndicats.

## **Le nazisme et les contradictions de la bourgeoisie**

En mai 1940, la Belgique est envahie et se retrouve sous la direction d'un gouvernement militaire allemand. Les nazis reprirent la tactique de *flamenpolitik* déjà testée durant la première guerre mondiale. Le gouvernement militaire allemand s'appuya sur les partis nationalistes flamands pour trouver des cadres, des responsables acquis à leur cause et pour leur confier des responsabilités dans

l'appareil d'état. Des milliers de membres du VNV, du Verdinaso ou d'autres organisations, ont participé de cette manière politiquement à la collaboration avec l'occupant, dans des postes en vue.

Il n'en alla pas de même au sud du pays. Les nazis basaient leur politique impérialiste sur des raisonnements où le racisme jouait un grand rôle, et Hitler ne voulait pas d'un « pouvoir wallon ». Les dirigeants et les cadres de Rex, essentiellement francophones, ne trouvèrent pas d'autres emplois qu'auxiliaires de la Gestapo ou « volontaires » sur le front de l'Est, ce qui était problématique pour celui qui voulait mener une longue carrière politique.

De leur côté, les bourgeoisies francophone et flamande sont passées à travers différentes attitudes vis-à-vis du pouvoir nazi. En 1940, les patrons se réjouissaient, dans toutes les langues, de l'interdiction des partis ouvriers et des syndicats. S'adressant aux patrons, le président du CCI (ancêtre de la FEB), le banquier Gustave Louis Gérard expliquait que « *la conjoncture ouvre de nouvelles possibilités au patronat suite à l'évanouissement des syndicats politiques et l'abolition du régime de commissions partiaires* ». Par « syndicats politiques », les patrons entendent des syndicats où se manifeste d'une façon ou d'une autre une certaine conscience de classe.

Mais les capitalistes belges allaient être déçu quant aux « nouvelles possibilités de la conjoncture ». Le nazisme n'était que la forme la plus agressive de l'impérialisme allemand, et les contradictions sociales et économiques du capitalisme n'avaient en aucune manière été résolues ou même modérées par sa victoire de 1940. A la place de la stabilité et du retour des profits faciles, les capitalistes belges étaient confrontés au pillage de l'économie et des ressources

de la Belgique par l'économie allemande.

C'est pourquoi, tout en essayant de faire des affaires sur les fournitures de guerre à l'armée nazie, les patrons belges, y compris en Flandre, ont évolué vers une attitude réservée vis-à-vis de l'Allemagne, et ont veillé à préserver leur indépendance à travers leurs organisations, leurs réseaux d'influence, leurs partis politiques, même si ceux-ci n'avaient plus d'existence ni d'activité officielles.

A cela s'ajouta les conséquences politiques de la résistance victorieuse de l'Union Soviétique à l'invasion nazie, démarrée en 1941. Dans toute l'Europe, et aussi en Europe du Nord-Ouest, les succès militaires de l'URSS se sont traduits par un regain d'influence des Partis Communistes parmi les travailleurs.

A partir de 1942-1943, les patrons se sont préoccupé d'anticiper sur l'évolution prévisible de la situation : la défaite de l'Allemagne nazie et la menace d'une nouvelle situation révolutionnaire, dans un contexte où il n'allait plus être possible de s'appuyer sur l'extrême droite contre les travailleurs.

La bourgeoisie a dès lors cherché l'alliance des partis ouvriers réformistes, et en Belgique, essentiellement du parti et du syndicat socialiste.

## **La bourgeoisie s'appuie sur les organisations ouvrières...**

En 1944-1945, ça a donc été au PSB et à la FGTB... dirigés par des milieux francophones, de gérer la préservation de la paix sociale tout en faisant accepter aux travailleurs les sacrifices nécessaires à la reconstruction de l'économie capitaliste. Cela n'avait rien de simple. Les travailleurs avaient subi les

privations, l'exploitation accrue, la répression. Les capitalistes, les patrons, les riches, s'en étaient mieux sortis et avaient collaboré économiquement avec la machine de guerre nazie.

Les partis de la bourgeoisie, aidés par le PS et la FGTB, durent lancer une opération de contre-feu, en désignant à la colère populaire les sous-fifres des grands capitalistes, les petits patrons, les petits indépendants, qui avaient tenté de s'enrichir comme les autres mais n'avaient pas les mêmes relations pour le faire impunément. Bien sûr les collaborateurs politiques des nazis ont aussi été visés. Les partis francophones ont exploité les circonstances au maximum pour affaiblir le mouvement flamand. Celui-ci constituait un bouc émissaire commode et une menace pour la petite bourgeoisie francophone : il allait le payer cher.

### **... qui masquent leur soutien au capitalisme par la démagogie anti-flamande**

450 000 instructions judiciaires furent ouvertes pour fait de collaboration, il y eut 50 000 condamnations, et 242 exécutions. Les historiens belges francophones nient aujourd'hui le caractère anti-flamand de cette politique arguant que les condamnations en Wallonie et à Bruxelles furent aussi nombreuses. Mais dans les faits, cette répression n'a pas eu le même contenu social et politique au Nord et au Sud. En Wallonie, les condamnés étaient surtout des crapules de droit commun, des petits commerçants enrichis sur le marché noir, etc. Alors qu'en Flandre, en plus de ces catégories, tous les membres, les cadres, les dirigeants du mouvement flamand étaient visés, et souvent atteints, par cette politique.

### **Le renouveau du mouvement flamand**

La bourgeoisie flamande ne s'y trompa pas. Elle exerça une contre-pression sur l'opinion publique flamande, à travers la grande presse, l'enseignement, les partis, l'Eglise catholique... Toute l'histoire du mouvement flamand et de la collaboration fut soumise à un examen plein de complaisance, de nuances et de compréhension, où l'on apprenait à distinguer la collaboration, « qui était une erreur », de la motivation des individus, inspirés par « l'idéalisme ». ... L'« idéalisme » de ceux qui sont du côté du plus fort pour frapper les populations écrasées par la guerre mondiale ! On n'apprenait pas seulement à distinguer entre les différents partis du mouvement flamand, mais aussi les individus au sein des partis, et même pour chaque individu « les actions positives », « les contributions » (littéraires, politiques) et « les égarements »... à la manière des jésuites qui, du reste, ont formé des générations d'intellectuels flamands.

Tout ceci permet de comprendre pourquoi l'extrême droite flamande, si elle a subi les conséquences de la répression, n'a jamais été isolée, coupée de la société. Par contre, cette répression a eu une conséquence sur sa composition sociale. Sous la pression des syndicats et de partis ouvriers, les emplois dans les services publics (le plus gros employeur du pays) et les grandes entreprises étaient refusés aux « inciviques ». Cela en poussa beaucoup à s'installer à leur propre compte, comme indépendants, entrepreneurs, commerçants... Ainsi se constitua un réseau d'indépendants faisant preuve d'une grande solidarité et qui s'impliquaient dans le financement des groupements nationalistes et d'extrême droite, de la Vlaamse Concentratie dans les années 1950 à la Volksunie dans les années 1960-1970 puis au Vlaams Blok.

Or, à partir des années 1950, ce milieu allait se trouver dans des circonstances favorables à la réalisation de ses perspectives pour des raisons tout à fait indépendantes de ses mérites.

## **La lutte de la bourgeoisie flamande pour son appareil d'Etat**

Au lendemain de la guerre en effet, des changements économiques se sont mis en place à l'échelle internationale. La sidérurgie et l'industrie wallonnes, basées sur l'énergie du charbon, entrèrent en déclin. Une nouvelle industrie, basée sur le pétrole, se développa rapidement. Grâce aux capitaux du plan Marshall, le port d'Anvers et son arrière-pays devient le lieu d'implantation de la pétrochimie, de la sidérurgie maritime, de l'industrie automobile... Une pluie de capitaux étrangers tombèrent sur la Flandre comme de l'engrais sur un semis de jeunes pousses. L'économie et le capitalisme en Flandre connurent un essor rapide, spectaculaire, alors que des universités sortaient des générations de diplômés néerlandophones.

Cette réalité nouvelle impliquait des besoins nouveaux. Les acquis des années 1930, l'embryon de direction politique constituée de fait autour du VEV ne suffisaient plus. La bourgeoisie flamande devait se doter de ses propres organes de pouvoir, pour transformer ses besoins économiques en législation, en budgets, en politiques publiques, etc. La bourgeoisie flamande devint l'inspiratrice d'un processus de transformation des structures étatiques belges connues désormais sous le nom de « réforme de l'Etat ».

Mais le moteur de cette réforme fut le mouvement flamand. Toute la vie politique en Flandre est

ponctuée d'évènements, de fêtes folkloriques, de commémorations... qui sont autant d'occasions aux diverses composantes du mouvement flamand de s'afficher, d'élaborer des centres d'intérêts, des objectifs, préparant un pas supplémentaire dans la construction d'un nouvel appareil d'Etat flamand. On en a eu du reste un aperçu récent avec la crise de 2007 autour de l'arrondissement Bruxelles-Halle-Vilvoorde, c'est-à-dire sur un problème administratif que personne ne comprenait, mais qui a abouti à un consensus sur une sixième (!) réforme de l'Etat.

C'est donc sous cette impulsion qu'une frontière linguistique a été officiellement tracée pour séparer la Flandre de la Wallonie en 1962, que s'est opérée l'expulsion des facultés francophones de l'Université de Louvain en 1968... entraînant au passage la séparation par étapes de tous les partis politiques sur une base linguistique. Depuis 1970, pas moins de six réformes de l'Etat se sont succédées. Désormais, une part essentielle des prérogatives de l'Etat, le pouvoir législatif et gouvernemental, les budgets ont été transférés vers les Régions. Ce transfert permet à chaque Région de soutenir à sa guise les intérêts de la bourgeoisie implantée sur son territoire, et bien sûr de diviser les travailleurs suivant leur langue maternelle.

## **Le rôle du PS**

Face à la montée du capitalisme en Flandre, les organisations socialistes défendirent une politique de soutien et de subventions aux capitalistes implantés en Wallonie. Il n'était de toute façon pas possible au PS et à la FGTB de s'opposer à ce processus, impulsé par une bourgeoisie flamande active, puissante. Ou alors il aurait fallu mobiliser les travailleurs flamands et francophones dans une lutte commune contre le capitalisme, ce qui est bien évidemment hors des

perspectives de ces organisations réformistes inféodées aux intérêts du patronat. Le rôle et la responsabilité du parti et du syndicat socialistes est d'avoir accompagné ces changements à travers les événements comme la grève de 1960, le courant renardiste et nationaliste wallon, en faisant croire aux travailleurs qu'un gouvernement wallon pourrait résoudre les problèmes de la reconversion économique et du chômage.

C'était un mensonge ! Sous le capitalisme, les moyens du développement économique dépendent entièrement de la grande bourgeoisie qui prend ses décisions en fonction de perspectives internationales bien plus larges que des territoires minuscules comme la Wallonie... ou la Flandre.

Par contre, le PS a utilisé le communautarisme pour présenter les attaques contre les travailleurs non comme découlant des seuls intérêts des capitalistes, mais de « l'égoïsme des Flamands ». Cette politique est un véritable poison qui a contribué à désorienter et à diviser les travailleurs.

Mais elle a aussi été du pain bénit pour le nationalisme flamand. Face à la dépolitisation et à la déconfessionnalisation de la société, le parti nationaliste flamand s'impose désormais comme le plus grand parti du pays... après avoir aspiré une partie des responsables du parti d'extrême droite, le Vlaams Belang.

Nous ne sommes pas pour autant à la veille d'un pouvoir fasciste. Le patronat, y compris flamand, tient à conserver le plus longtemps possible les divers outils politiques de sa domination, en ce compris les organisations syndicales.

La bourgeoisie flamande ne veut pas la fin de la Belgique et l'indépendance de la Flandre. Elle a déjà non pas un Etat, mais deux, voire trois. La banque flamande KBC a été renflouée par l'Etat fédéral, c'est-à-dire les contribuables d'Arlon à Oostende. Les patrons flamands qui délocalisent en Wallonie ont bureau ouvert chez le ministre de l'Economie le « socialiste » Marcourt. Comme le dit l'ancien patron du Voka, Michel Delbaere, « *qui peut savoir où se trouvent les opportunités économiques des 20 prochaines années ? En Flandre ? En Wallonie ? Pour moi, il est important de préserver de bonnes relations avec mes amis wallons* ».

Mais la société vit au-dessus du volcan capitaliste. Une crise financière aux conséquences plus dévastatrices encore que celles de 2008 peut éclater à tout moment et bouleverser rapidement les rapports entre les classes sociales. Des organisations qui s'en prendraient violemment aux travailleurs qui voudraient se défendre pourraient rapidement se développer à partir, entre autres, des partis nationalistes et d'extrême droite flamands.

Mais une autre possibilité, serait qu'une révolte déterminée des travailleurs en Grèce déclenche un bouleversement des rapports de force à l'échelle internationale qui relèguerait l'extrême droite et le nationalisme à l'arrière-plan.

C'est bien sur la perspective sur laquelle on mise, et nous ne l'attendons pas passivement. Nous militons pour lui préparer le terrain, en s'opposant aux idées communautaires, nationalistes, anti-flamande, et en développant des idées clairement basées sur les intérêts de classe des travailleurs.